



PORTEFEUILLE NATIONAL DES PROJETS

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

NOVEMBRE 2024



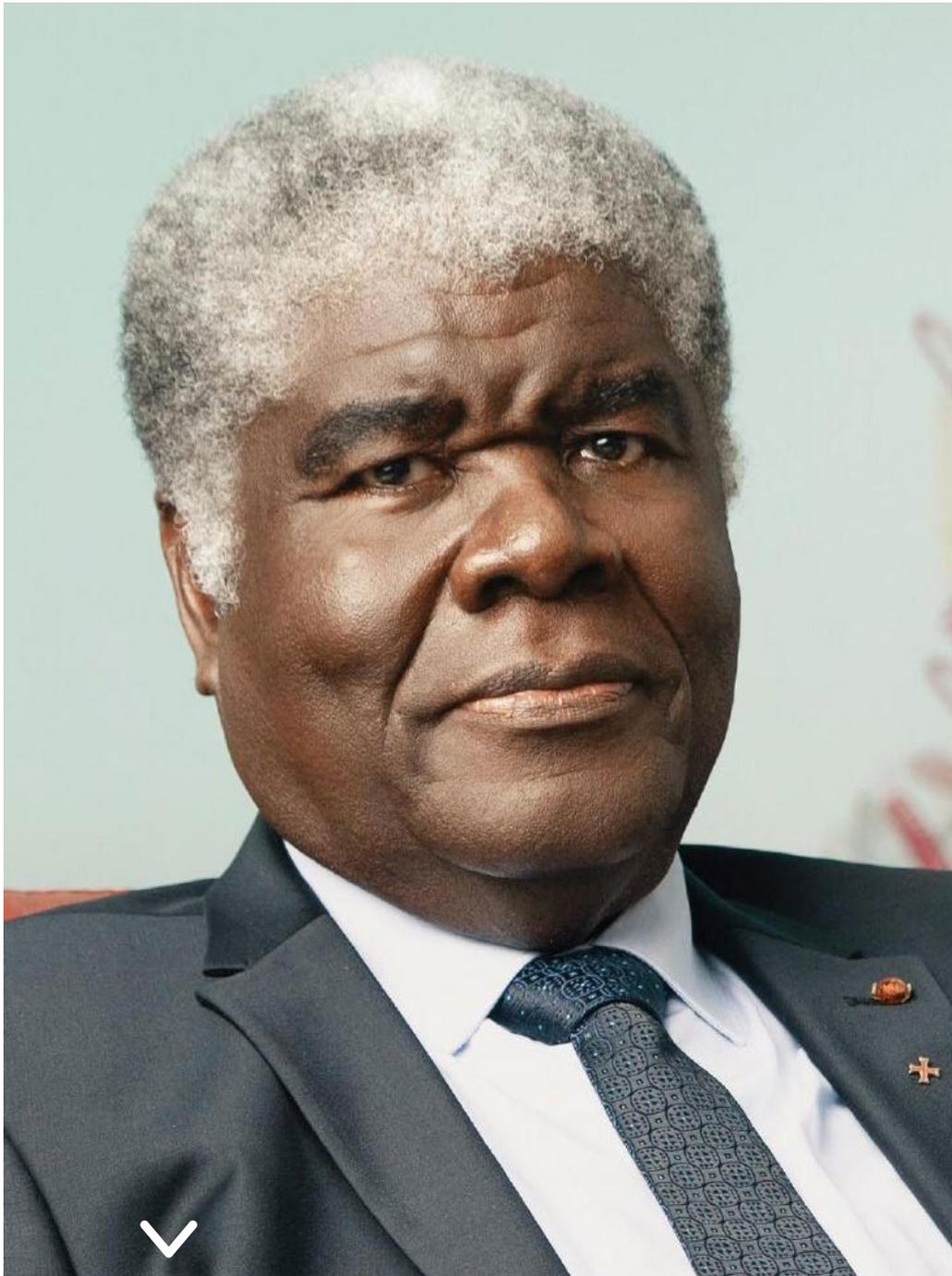


Son Excellence Alassane OUATTARA
Président de la République de Côte d'Ivoire

République de Côte d'Ivoire



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



Monsieur Robert MAMBE BEUGRE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
Ministre des Sports et du Cadre de Vie

Notre objectif est de réduire de 30,41% d'ici 2030 nos émissions de gaz à effet de serre.

Le réchauffement de la planète est un phénomène mondial qui impacte négativement tous les pays du monde entier. Dès 2015, notre pays, sous le leadership visionnaire de SEM Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, a clairement affiché sa volonté de lutter efficacement contre ce phénomène à travers ses premières Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Celles-ci visaient à réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 28 %.

Cet objectif initial a été rehaussé à 30,41% d'ici 2030, dans le cadre des CDN révisées soumises à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 2022. Le coût de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation contenues dans ces CDN nécessite environ 22 milliards de dollars d'ici 2030, soit 17 % de notre Produit Intérieur Brut (PIB).

Le soutien des partenaires internationaux, des institutions financières, des donateurs et des investisseurs privés s'avère donc crucial.

Renforcer la mobilisation des financements pour le secteur de l'environnement



Monsieur ASSAHORÉ Konan Jacques
Ministre de l'Environnement, du Développement Durable
et de la Transition Écologique de Côte d'Ivoire

Face à cette urgence climatique qui, selon le rapport de la banque mondiale sur le Climat et le Développement (CCDR/2023), pourrait réduire notre PIB de 13% et faire basculer 1 630 000 de nos compatriotes dans la pauvreté d'ici 2050 si rien n'est fait immédiatement, il nous a semblé urgent d'élaborer un portefeuille de projets verts bancables, capables de mobiliser les financements attendus.

C'est dans ce cadre qu'a été élaboré ce portefeuille de plus de 300 projets et idées projets qui ont été identifiés selon un processus participatif et inclusif. Il couvre plusieurs domaines d'activités allant du changement climatique à l'agriculture en passant par la foresterie, l'eau, les déchets, l'économie circulaire, l'énergie, les transports, la santé, et totalisant un financement prévisionnel de 16 milliards de dollars US. La répartition de ces projets se présente comme suit :

- > Cinquante-trois (53) projets, disposant d'études de faisabilité, sont prêts à être financés ;
- > Cent trente-quatre (134) projets disposent de notes conceptuelles ;
- > Et cent vingt-huit (128) idées projets.

Le processus d'élaboration, qui s'est voulu inclusif, a fait appel à la participation de tous les acteurs du développement durable que sont les ministères sectoriels, les Collectivités Territoriales, le secteur privé, les Organisations de la Société Civile, les Universités et Centres de recherche, et les partenaires au développement.

Parallèlement à cette initiative, le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique travaille à mettre en place des réformes visant à améliorer le cadre national de gouvernance climatique et proposer des mesures pour favoriser l'investissement du secteur privé. Dans ce cadre, une Commission Nationale de lutte contre les Changements Climatiques (CNLCC) vient d'être créée. Par ailleurs, la Loi sur le Changement Climatique, qui intègre l'Agence Nationale du Climat et un Bureau du Marché Carbone est en cours de mise en place.

Toutes ces réformes visent à doter notre pays d'un cadre législatif robuste, assortie d'une structure de gouvernance climatique cohérente et harmonisée, avec pour objectif de réaliser l'ambition du Président de la République, SEM Alassane Ouattara qui est de faire de la Côte d'Ivoire un Hub sous-régional de la finance verte. Pour la réalisation de cette ambition, il est indispensable de mettre en place, de façon urgente, un Fonds spécial de facilitation et de préparation de projets sans lequel ce portefeuille de projets serait une symphonie inachevée.

En effet, les études préparatoires et de faisabilité des projets coûtent chères et l'Etat n'a toujours pas les ressources budgétaires nécessaires pour y faire face. Un soutien des bailleurs et partenaires au développement ainsi que du secteur privé pour la mise en place d'un tel fonds est vivement à espérer.

Ce document présente les cinquante trois (53) projets matures prêts à être financés. Il présente également en annexes, les 134 notes conceptuelles et les 128 Idées de projets consultables à partir de code QR.

+ 300
projets

dont 53 prêts à
être financés, 134
disposant de notes
conceptuelles, et
128 idées de projets.

Strengthening the mobilization of finance for the environmental sector



Monsieur ASSAHORÉ Konan Jacques
Minister of Environment, Sustainable Development and Ecological Transition of Côte d'Ivoire

Faced with this climate emergency, which, according to the World Bank's Climate and Development Report (CCDR/2023), could reduce our GDP by 13% and plunge 1,630,000 of our compatriots into poverty by 2050 if nothing is done immediately, it seemed urgent to us to develop a portfolio of bankable green projects capable of mobilizing the expected financing.

It is within this framework that this portfolio of over 300 projects and project ideas has been developed, identified through a participatory and inclusive process. It covers several areas of activity ranging from climate change to agriculture, including forestry, water, waste, the circular economy, energy, transport, health, and totaling a projected financing of 16 billion US dollars. The distribution of these projects is as follows:

- > Fifty-three (53) projects, with feasibility studies, are ready to be financed;
- > One hundred thirty-four (134) projects have concept notes;
- > and one hundred twenty-eight (128) project ideas.

The development process, which aimed to be inclusive, called for the participation of all sustainable development stakeholders, including sectoral ministries, local governments, the private sector, civil society organizations, universities and research centers, and development partners.

+ 300 projects

including 53 mature projects, 134 with concept notes, and 128 project ideas

In parallel with this initiative, the Ministry of Environment, Sustainable Development, and Ecological Transition is working to implement reforms aimed at improving the national climate governance framework and proposing measures to encourage private sector investment. In this context, a National Commission for the Fight against Climate Change (CNLCC) has just been created. Additionally, the Climate Change Law, which incorporates the National Climate Agency and a Carbon Market Bureau, is being established.

All these reforms aim to provide our country with a robust legislative framework, accompanied by a coherent and harmonized climate governance structure, with the objective of realizing the ambition of the President of the Republic, H.E. Alassane Ouattara, which is to make Côte d'Ivoire a sub-regional hub for green finance. To achieve this ambition, it is essential to urgently establish a Special Fund for project facilitation and preparation, without which this project portfolio would be an

unfinished symphony.

Indeed, preparatory and feasibility studies for projects are expensive, and the state does not always have the necessary budgetary resources to cope. Support from donors and development partners as well as the private sector for the establishment of such a fund is highly anticipated.

This document details the fifty-three (53) mature projects ready for financing. The 134 concept notes and 128 project ideas can be accessed via a QR code in the annexes.



La constitution du portefeuille national de projets intersectoriels et bancables reflète l'ambition du Président de la République, Son Excellence Alassane Ouattara, de faire de la Côte d'Ivoire un hub sous-régional de la finance verte.

Monsieur ASSAHORÉ Konan Jacques
Ministre de l'Environnement, du Développement Durable
et de la Transition Écologique de Côte d'Ivoire

Comité de rédaction

Coordination :

Direction de la Coopération Internationale et de la Mobilisation de Financements (DCIMF)

YAO Marcel

Directeur de la Coopération Internationale et de la Mobilisation de Financements

Equipe de coordination

TANO Etilé Alfred

Sous-directeur de la Recherche de Financements

YAPI Assoma Lionel Leroy

Sous-directeur de la Coopération Internationale

LIADE Dissahonon Marie-Sylvie

Sous-directrice du Renforcement des Partenariats Techniques

KONE Laciné

Assistant Technique à la DCIMF et au Fonds vert pour le Climat

N'DRIN Adongon Saint Pascal

Assistant Technique à la DCIMF

KONE Ismaïl

Assistant Technique à la DCIMF

Principaux contributeurs

- > **Ministères sectoriels ;**
- > **Collectivités ;**
- > **Secteur privé ;**
- > **Universités et Centres de recherche ;**
- > **Startups ;**
- > **Organisations de la Société Civile.**

Principaux Partenaires

- > **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;**
- > **Fonds Monétaire International (FMI) ;**
- > **Banque mondiale ;**
- > **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;**
- > **Institut Mondial de la Croissance Verte (GGGI).**



Sommaire

PROJETS MATURES POSSÉDANT DES DOCUMENTS COMPLETS, PRÊTS À ÊTRE FINANCÉS	10
PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	11
PROGRAMME NATIONAL DE TRANSITION AGROECOLOGIQUE/ COMPOSANTE AGRICULTURE	37
PROGRAMME NATIONAL D'ECONOMIE CIRCULAIRE ET DE GESTION DES DECHETS	55
PROGRAMME NATIONAL DE TRANSITION ENERGETIQUE/ MOBILITE ELECTRIQUE	83
PROGRAMME NATIONAL DE TRANSITION AGROECOLOGIQUE/ COMPOSANTE FORESTERIE	103
PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES EN EAUX	115
ANNEXES	126



53

PROJETS MATURES POSSÉDANT DES DOCUMENTS COMPLETS, PRÊTS À ÊTRE FINANCÉS

7 121 746 838 181 FCFA
(14 243 493 676 USD)

PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

854 998 522 222 FCFA

No.	Intitulé du projet	Budget (CFA)	Budget (USD)	Type	Structure
1	Programme de lutte contre les changements climatiques dans le nexus Energie-eau-forêt-agriculture et environnement au Centre et au Nord de la Côte d'Ivoire	500 000 000 000	1 000 000 000	Public	MINEDDTE
2	Projet de création d'un réseau national d'éco villages autosuffisants sur le plan de l'accès à l'eau	106 000 822 222	212 001 644	Privé	EWA Foundation
3	Renforcement de la résilience du système de santé et des populations face aux impacts et risques différenciés climatiques en Côte d'Ivoire	63 200 000 000	126 400 000	Public	MSHPCMU
4	Programme national de reboisement des mangroves et de restauration des tourbières	50 000 000 000	100 000 000	Public	MINEDDTE
5	Renforcer la résilience des communautés vulnérables face aux risques sanitaires du changement climatique	52 500 000 000	105 000 000	Public	MSHPCMU
6	Renforcement de la résilience des communautés des zones de production du café et du cacao dans le cadre du développement bas-carbone en Côte d'Ivoire	25 000 000 000	50 000 000	Public	FIRCA
7	Ferme Agropastorale écologique	22 024 000 000	44 048 000	Privé	Fermes Christian
8	Promotion de l'écoconstruction bas-carbone pour la résilience climatique et des communautés en Côte d'Ivoire	14 708 700 000	29 417 400	Privé	PNUD
9	Réduction des effets du changement climatique en Côte d'Ivoire par l'approche de Village et Cités Verts Intelligents et le renforcement des capacités institutionnelles (VCVI-CI)	8 750 000 000	17 500 000	Privé	WASCAL
10	Projet d'implantation du réseau de stations de mesures de pollution atmosphérique	5 175 000 000	10 350 000	Public	MINEDDTE
11	Projet de Système de Remontée des Incidents Environnementaux (SRIE)	5 000 000 000	10 000 000	Public	MINEDDTE
12	Mise en Œuvre du programme de suivi de la qualité des milieux récepteurs eau et sol à travers le Réseau National d'Observation (RNO)	2 640 000 000	5 280 000	Public	MINEDDTE
	Montant du secteur Transversal	854 998 522 222	1 709 997 044		

➤ FICHE PROJET 01

Programme de lutte contre les changements climatiques dans le nexus énergie-eau-forêt-agriculture et environnement au Centre et au Nord de la Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux	Ministère chargé de l'Environnement (MINEDDTE)	Ministères en charge des forêts, de l'hydraulique, de l'énergie et de l'agriculture	Centre et Nord de la Côte d'Ivoire	2025 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

Les zones rurales du centre et du nord de la Côte d'Ivoire sont confrontées à de nombreux défis, notamment la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement, l'accès limité à l'énergie et à l'eau potable. Ces défis sont exacerbés par les changements climatiques, qui menacent davantage les moyens de subsistance des populations rurales. Ce programme vise à relever ces défis en adoptant une approche holistique et intégrée qui s'attaque aux problèmes de manière simultanée dans les domaines de l'énergie, de l'eau, des forêts, de l'agriculture et de l'environnement.

Problème à résoudre :

la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement, l'accès limité à l'énergie et à l'eau potable

Objectif général :

Promouvoir un développement durable et une transition écologique dans les zones rurales du centre et du nord de la Côte d'Ivoire par la gestion intégrée des ressources naturelles et la mise en œuvre de solutions innovantes dans le nexus énergie-eau-forêt-agriculture et environnement.

Objectifs spécifiques :

- > Améliorer l'accès à l'énergie renouvelable et à l'eau potable pour les populations rurales ;
- > promouvoir des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement ;
- > lutter contre la déforestation et la dégradation des sols ;
- > renforcer la résilience des communautés.



Composantes du Projet

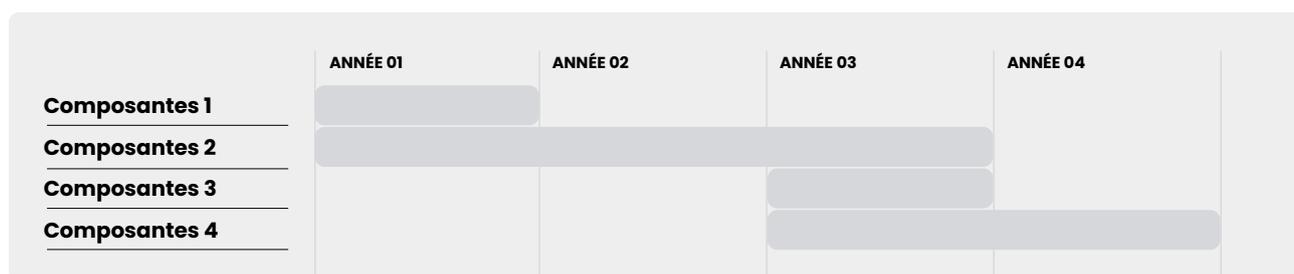
1 Accès à l'énergie renouvelable et à l'eau potable

2 Promotion de pratiques agricoles durables

3 Lutte contre la déforestation et la dégradation des sols

4 Renforcement de la résilience des communautés locales

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

500 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 02

Projet de création d'un réseau national d'éco villages autosuffisants sur le plan de l'accès à l'eau

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux	EWA Foundation	ESGDEVCO, Jean ZERKI, Patrice Llavador, Fonds de Solidarité Africain, Subnational Climate Funds	A définir d'un commun accord avec le gouvernement	Réalisation 36 mois, Exploitation 30 ans

Objectifs du Projet

Contexte :

La modélisation d'un premier village à Madagascar nous permet aujourd'hui de proposer le modèle EWA à plusieurs pays du continent africain. Seule une approche systémique intégrant une approche sociale, humaine, environnementale et capable de générer de la valeur peut viser l'objectif de la durabilité. C'est le sens des projets EWA Farm.

Problème à résoudre :

la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement, l'accès limité à l'énergie et à l'eau potable

Objectif général :

Réalisation des 17 ODD avec une priorité sur la protection du vivant et la création de valeur.

Objectifs spécifiques :

- > Création d'un réseau national d'éco villages autosuffisants sur le plan de l'accès à l'électricité, à l'eau potable et de l'alimentation.
- > Les villages EWA Farm intègrent des unités industrielles transformant les matières végétales provenant de l'exploitation agroforestière.
- > Nous visons l'exportation de biens de consommation respectueux des standards occidentaux.



Composantes du Projet

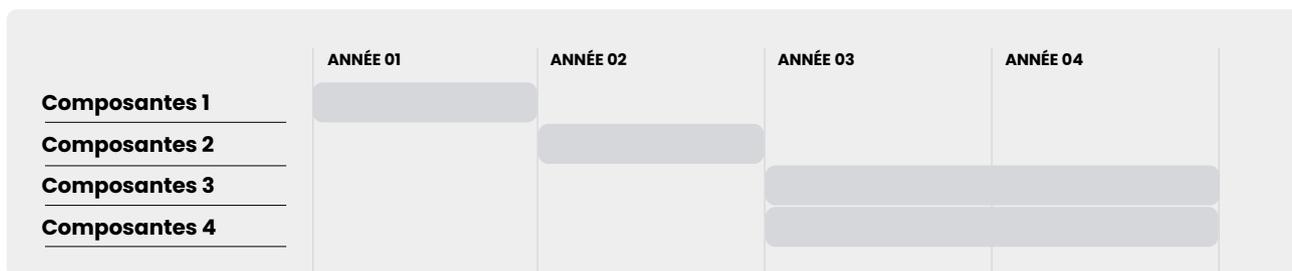
1 Centrale hydraulique

2 Construction habitations, bâtiments publics et usines

3 Programme agricole

4 Fonds de roulement

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

106 000 822 222 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 03

Renforcement de la résilience du système de santé et des populations face aux impacts et risques différenciés climatiques en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Santé	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (MSHPCMU)	Etat Secteur privé	Les dix (10) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES), toute l'étendue du territoire	2024-2029

Objectifs du Projet

Contexte :

La crise climatique constitue un danger évident et actuel pour la santé publique. Alors que le temps presse, nous devons de toute urgence construire des systèmes de santé résilients au changement climatique, durables et à faibles émissions de carbone. On estime que le coût des dommages directs pour la santé (à l'exclusion des coûts dans des secteurs déterminants pour la santé tels que l'agriculture, l'eau et l'assainissement) se situe entre 2 et 4 milliards de dollars (US\$) par an d'ici 2030.

Problème à résoudre :

Crise climatique constituant un danger pour la santé publique

Objectif général :

Le projet a pour objectif de rendre le système de santé résilient, durable et sobre en carbone pour la santé et le bien-être des communautés, des hommes/garçons et femmes/filles.

Objectifs spécifiques :

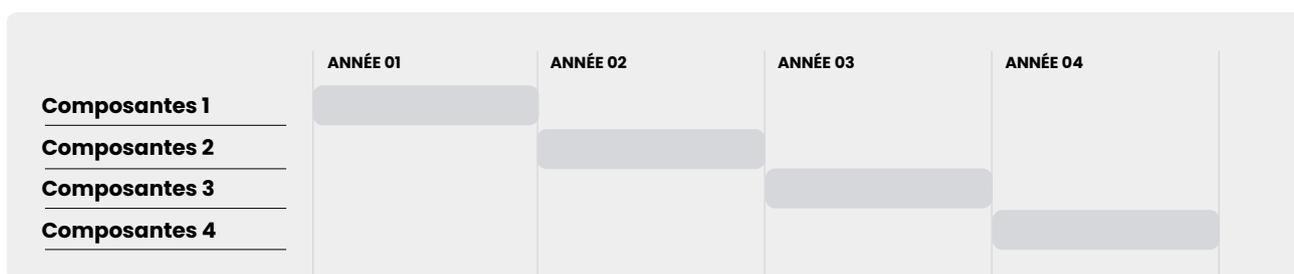
- > (i) renforcer la gouvernance en matière de santé et climat ;
- > (ii) renforcer la connaissance des professionnels de santé et des populations sur les effets néfastes du changement climatique sur la santé et l'environnement ;
- > (iii) réduire les expositions différenciées des hommes/garçons et femmes/filles aux risques climatiques ;
- > (iv) renforcer la surveillance et la riposte ;
- > (v) protéger la santé et l'environnement ;
- > (vi) mettre en œuvre par le Ministère chargé de la Santé, la Politique Nationale de Santé-Environnement et les Engagements pris lors de la Conférence des Parties (COP 26)



Composantes du Projet

- 1** gouvernance
- 2** Réduction des expositions différenciées aux risques climatiques
- 3** Etablissements de santé saine, résilients et verts
- 4** Connaissance et données factuelles

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

63 200 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate**
- 2 - Utile à Court Terme**
- 3 - Utile à Moyen Terme**

➤ FICHE PROJET 04

Renforcer la résilience des communautés vulnérables face aux risques sanitaires du changement climatique

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Santé	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (MSHPCMU)	Etat Secteur privé	Toute l'étendue du territoire	2024-2034

Objectifs du Projet

Contexte :

Les catastrophes climatiques ou environnementales et la recrudescence de maladies favorisées par le changement climatique est une menace pour le système de santé. La santé a de ce fait été mise en avant comme un secteur prioritaire d'adaptation pour la Côte d'Ivoire. Les CDN révisés du pays prévoient d'améliorer la surveillance des maladies climato-sensibles et de renforcer les capacités des institutions de santé et la collaboration intersectorielle santé/environnement à travers les mesures.

Problème à résoudre :

Les catastrophes climatiques ou environnementales et la recrudescence de maladies favorisées par le changement climatique est une menace pour le système de santé

Objectif général :

Le projet a pour objectif de renforcer les systèmes d'alerte épidémiologiques et les systèmes d'alerte précoce grâce à l'intégration de données météorologiques et climatiques, de pallier les lacunes du personnel médical sur le thème santé environnement, d'adapter les systèmes de santé aux impacts du changement climatique, de renforcer durablement l'intégration des enjeux climat/santé dans les mécanismes de gouvernance et dans les cadres législatifs, politiques et réglementaires; d'informer et sensibiliser les populations sur les liens entre changement climatique et santé.

Objectifs spécifiques :

- > (i) imbriquer durablement les enjeux climat/santé ;
- > (ii) améliorer les services de santé communautaire ;
- > (iii) mettre en place un système intégré d'information sur le climat et la santé



Composantes du Projet

- 1 Intégration des enjeux climat/santé dans les institutions et les mécanismes de gouvernance
- 2 Amélioration de la résilience des systèmes de santé
- 3 Surveillance épidémiologique accrue et renforcement des systèmes d'alerte précoce

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04	ANNÉE 05	ANNÉE 06
Composantes 1	■					
Composantes 2			■			
Composantes 3					■	

Budget estimatif

52 500 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 05

Programme national de reboisement des mangroves et de restauration des tourbières

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux	Ministère chargé de l'Environnement (MINEDDTE)	Etat: Ministères en charge des forêts et de l'agriculture Secteur privé: ONG Internationale Sauvons l'Environnement section Côte d'Ivoire	Centre et nord de la Côte d'Ivoire	2025 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

Les mangroves et les tourbières jouent un rôle crucial dans la protection des côtes contre l'érosion, la filtration des eaux polluées, la séquestration du carbone et la fourniture d'une variété de biens et services aux communautés locales. Cependant, ces écosystèmes sont menacés par la déforestation, la pollution, la surexploitation et les effets des changements climatiques. Le programme PRMR vise à inverser cette tendance et à restaurer les mangroves et les tourbières en Côte d'Ivoire.

Problème à résoudre :

menace des mangroves par la déforestation, la pollution, la surexploitation et les effets des changements climatique

Objectif général :

Préserver et restaurer les mangroves et les tourbières en Côte d'Ivoire afin de renforcer leur contribution à la protection de l'environnement, à la lutte contre les changements climatiques et au développement durable des communautés locales

Objectifs spécifiques :

- > réhabiliter au moins 10 000 hectares de mangroves et de tourbières d'ici 2030 ;
- > renforcer les capacités des communautés locales à la gestion durable des mangroves et des tourbières ;
- > développer des mécanismes de financement durables pour la conservation et la restauration des mangroves et des tourbières.



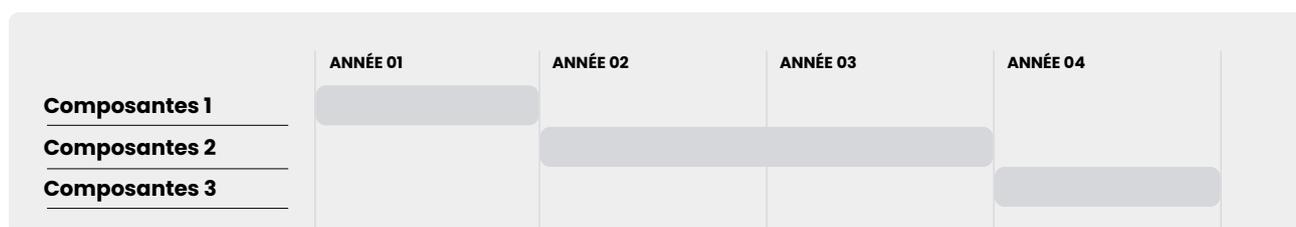
Composantes du Projet

1 Reforestation et restauration des mangroves et tourbières

2 Renforcement des capacités des communautés locales

3 Sensibilisation et éducation

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

50 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 06

Renforcement de la résilience des communautés des zones de production du café et du cacao dans le cadre du développement bas-carbone en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Environnement / Agriculture	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA)	Etat	Région du Sud Comoé	

Objectifs du Projet

Contexte :

L'Afrique, et notamment l'Afrique de l'Ouest, reste l'un des continents les plus vulnérables à la variabilité et aux changements du climat, du fait des propriétés intrinsèques de ses climats, mais également par la vulnérabilité de ses populations, encore très rurales, vivant d'une agriculture de subsistance et majoritairement pauvres et ayant une faible capacité adaptative aux changements climatiques. La Côte d'Ivoire, en particulier est très vulnérable aux effets du changement climatique, comme en témoignent les divers événements météorologiques extrêmes survenus au cours des dernières décennies, en particulier les sécheresses, les inondations récurrentes et l'érosion côtière croissante. Selon les projections climatiques, le pays devrait être confronté d'ici 2050 à l'effet combiné de la hausse des températures (de +1,3 à +2,3°C), de la variation des précipitations (de -2 à +5%) et de l'élévation du niveau de la mer (1,2 mètre), et ce malgré sa contribution marginale aux émissions de gaz à effet de serre. Ces impacts du changement climatique en Côte d'Ivoire auront de graves répercussions sur l'atteinte de ses objectifs de développement durable.

A l'échelle du pays, les changements climatiques menacent de faire basculer près d'un million d'ivoiriens supplémentaires dans l'extrême pauvreté, d'augmenter le risque de stress hydrique, avec de plus en plus de régions qui devraient voir plus de 10 % de leur population en pénurie d'eau, et d'augmenter la recrudescence des maladies associées à l'air et à l'eau parmi les populations sensibles, les femmes sont particulièrement vulnérables aux conséquences négatives du changement climatique du fait de la division du travail et des rôles de genre, des disparités économiques et des déséquilibres de pénibilité et de temps dédié aux tâches domestiques qui pénalisent leurs opportunités d'adaptation.

L'agriculture ivoirienne représente à elle seule 80% de la population active du pays, 60 % des exportations et 21,5 % du PIB (2018). Dans ce secteur la cacaoculture compte pour 1/3 des recettes d'exportation et 10 % des recettes fiscales du pays est menacé par les changements climatiques et cela accroît la vulnérabilité des producteurs des deux principales spéculations (Café et Cacao). A court, moyen et long terme les effets du changement climatique menacent l'équilibre écologique du pays, mais aussi son équilibre économique et social du fait de la dégradation des conditions hydro-climatiques et des tensions provoquées par la course à l'occupation illégale de terre. En effet, le développement de la Côte d'Ivoire est fortement dépendant de plusieurs secteurs clés qui sont exposés aux aléas du changement climatique. En outre, le pays fait face de manière récurrente à des inondations, des tempêtes, des glissements de terrain, des sécheresses, imputables à une augmentation des températures et la perturbation des régimes de précipitations.

Le projet fait partie du Priorité de la Côte d'Ivoire en termes d'action de réduction de la vulnérabilité des populations rurales, du dernier plan d'investissement (programme prioritaire) du GCF et apporte un appui considérable à l'atteinte des objectifs du Legacy program. Le projet est conçu en partenariat étroit avec le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique, le Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. En effet, le programme global a été proposé par le Conseil du Café Cacao, et les interventions proposées par une vaste série de concertation et des acquis en matière de lutte contre les changements climatiques pour mettre en œuvre les objectifs identifiés au niveau sectoriel

(Café-Cacao) et des CDNs. En outre, les interventions proposées par le Conseil du Café Cacao sont alignées sur les priorités de la Côte d'Ivoire telles qu'elles sont décrites à la fois dans les objectifs des CDN 2022 et dans le Programme national d'investissement agricole (PNIA II Côte d'Ivoire, 2018-2025).

Problème à résoudre :

La lutte contre les effets du changement climatique sur les communautés des zones de production du café et du cacao dans le Sud Comoé de la Côte d'Ivoire

Objectif général :

Renforcer les moyens d'existence des communautés locales de la Région du Sud Comoé par un développement sobre en carbone.

Objectifs spécifiques :

- > Renforcer l'action multi-échelle climatique auprès des communautés par un développement local résilient et sobre en carbone ;
- > Normaliser et faire la promotion de pratiques de conservation et restauration du couvert forestier .
- > Renforcer le suivi et la traçabilité des actions agroforestières



Composantes du Projet

1 Renforcement de l'action multi-échelle climatique auprès des communautés par un développement local résilient et sobre en carbone

2 Promotion des pratiques de conservation et de restauration du couvert forestier

3 Renforcement du suivi et la traçabilité des actions agroforestières

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04
Composantes 1				
Composantes 2				

Budget estimatif

25 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 07

Ferme Agropastorale écologique

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux (Agriculture, Forêts et élevage)	Les fermes Christian	ONG LA MATRICE et MINEDDTE / DCIMF	Agboville	2025 – 2029 (04 ANS)

Objectifs du Projet

Contexte :

Production durable des aliments, préservation des ressources naturelles et réductions de l'empreinte environnementale de l'agriculture.

Problème à résoudre :

dégradation de l'environnement par les agriculteurs

Objectif général :

impacter la vie du citoyen sur la préservation des ressources naturelles par l'approche d'une ferme agropastorale écologique.

Objectifs spécifiques :

- > - Aménager un espace agricole fortement touché par la déforestation ou zone en jachère
- > - Mettre en place des infrastructures écologiques
- > - Mener des activités agricoles écologiques
- > - Former les bénéficiaires aux actions éthiques, écologiques et durables
- > - Mener une campagne écologique avec les produits issues de la ferme



Composantes du Projet

1 ENVIRONNEMENT

2 NUTRITION

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

22 024 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 08

Promotion de l'écoconstruction bas-carbone pour la résilience climatique et des communautés en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Écoconstruction, atténuation/ adaptation au changement climatique, formation-emploi	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	PNUD, Ministère chargé de la Construction (MCLU), de l'Environnement, (MINEDDTE), Association Acted, ARK, Association Voûte nubienne (AVN), Régions et Districts	Boukani, Tchologo, Poro, Bagoué, Folon, Gbéké, District autonome de Yamoussoukro	2024 – 2030

Objectifs du Projet

Contexte :

La Côte d'Ivoire est confrontée à une raréfaction progressive des matériaux de construction traditionnels comme le bois et la paille. Actuellement, les constructions en tôle ou en béton, bien que largement adoptées, se révèlent inadaptées en raison de leur dépendance à des matériaux importés, de leurs faibles performances thermiques et de leur vulnérabilité aux intempéries. Par ailleurs, l'augmentation rapide de la population aggrave le déficit de logements et d'infrastructures communautaires. Le projet «Promotion de l'écoconstruction bas-carbone pour la résilience climatique en Côte d'Ivoire» propose une solution durable et inclusive pour répondre aux défis urgents du changement climatique et du développement durable en Côte d'Ivoire.

Problème à résoudre :

raréfaction de matériaux de construction traditionnel tel que le bois et la paille

Objectif général :

Favoriser l'essor d'une filière d'écoconstruction bas-carbone résiliente et inclusive en Côte d'Ivoire, pour une construction durable et adaptée aux enjeux climatiques et socio-économiques du pays.

Objectifs spécifiques :

- > renforcer les capacités locales ;
- > développer la filière Voûte Nubienne ;
- > stimuler la demande pour l'écoconstruction ;
- > favoriser un environnement favorable



Composantes du Projet

1

Mobilisation des opérateurs

2

Renforcement de capacités

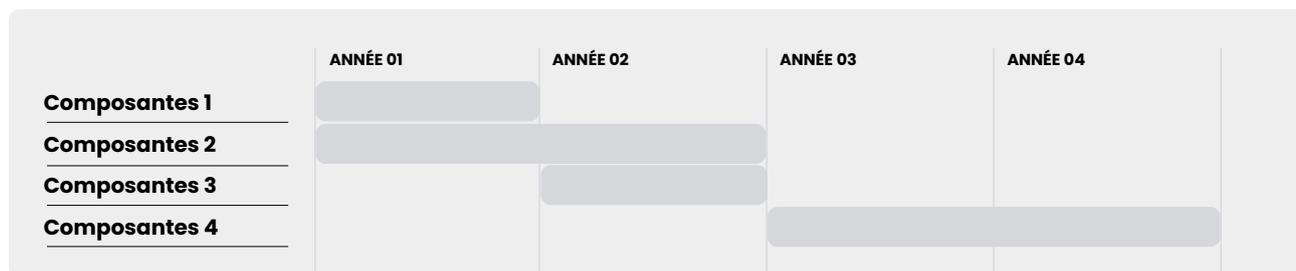
3

Financements

4

Mise en oeuvre

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

14 708 700 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en oeuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en oeuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 09

Réduction des effets du changement climatique en Côte d'Ivoire par l'approche de Village et Cités Verts Intelligents et le renforcement des capacités institutionnelles (VCVI-CI)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux (Agriculture, Environnement, Santé, Eau et Energie)	WASCAL - CEACCBAD- UFHB	Etat: Secteur privé:	Région de la Mé, Région du Gbêkê, la Région du Poro, et District Autonome des lacs	2025 - 2032

Objectifs du Projet

Contexte :

La dégradation de l'environnement conjuguée à la promotion des cultures de rentes et la croissance démographique au cours de ces dernières décennies ont contribué à exacerber la vulnérabilité des petits agriculteurs ruraux en Côte d'Ivoire. Ce projet vise à déployer dans une localité donnée un package d'innovation qui contribueront à réduire les effets du changement climatique sur le bien-être de la communauté et à impacter le niveau de vie économique et social tout en préservant l'environnement.

Problème à résoudre :

le changement climatique impacte négativement les conditions économiques et sociales des agriculteurs

Objectif général :

Le projet vise à renforcer la résilience des populations rurales face aux effets du changement climatique tout en améliorant leurs revenus et en préservant les ressources naturelles.

Objectifs spécifiques :

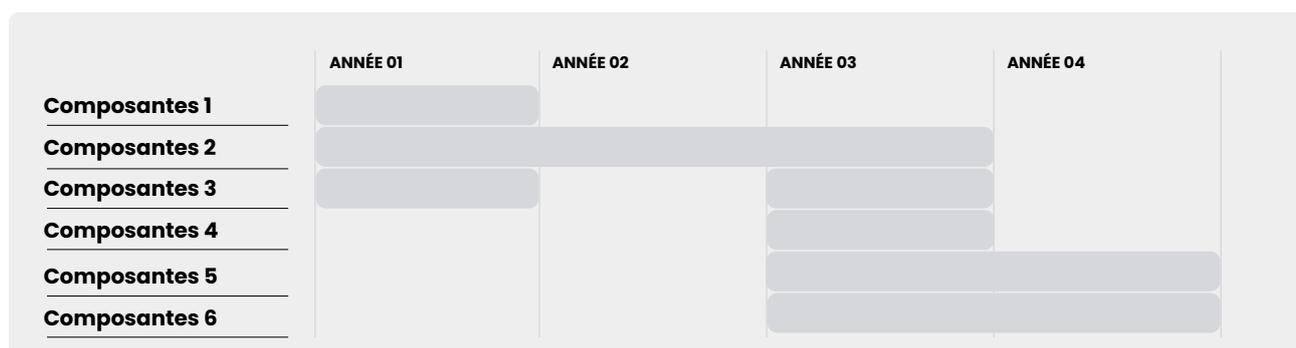
- > Intensifier l'agriculture écologique et déployer des stratégies d'agriculture intelligente face au climat (AIC)
- > Restaurer 600 ha de paysage communautaire dégradés pour accroître la production agricole et de bois énergie
- > -Améliorer la santé, l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène et l'énergie pour une production agricole optimale



Composantes du Projet

- 1 Agriculture intelligente durable et Utilisation des terres
- 2 Restauration des terres, services écosystémiques durables
- 3 Eau, Assainissement, Energie et production vivrière durable et équitable
- 4 Phytomedecine, santé communautaire et sécurité alimentaire
- 5 Entreprenariat, bioéconomie circulaire durable
- 6 Renforcement des Capacités Institutionnelles

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

8 750 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 10

Projet d'implantation du réseau de stations de mesures de pollution atmosphérique

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux (Environnement)	Ministère chargé de l'Environnement (MINEDDTE)	Université Félix Houphouët Boigny de Cocody	District d'Abidjan	2025-2027

Objectifs du Projet

Contexte :

La pollution de l'air ou « pollution atmosphérique », selon l'OMS, est responsable de plus de 2 millions de morts prématurées par an, surtout dans les pays à revenus moyens et dont 1,3 million directement dû à la pollution urbaine.

Elle résulte principalement des gaz et particules rejetés dans l'air par les véhicules à moteur, les installations de chauffage, les centrales thermiques, les installations industrielles. C'est dans ce cadre que se situe ce projet d'installation d'un réseau de 15 sites de mesure de la qualité de l'air et de deux stations mobiles de mesure dotées d'analyseurs dans le District d'Abidjan.

Problème à résoudre :

pollution de l'air

Objectif général :

L'objectif de la présente étude est de lutter contre la pollution atmosphérique dans le district d'Abidjan.

Objectifs spécifiques :

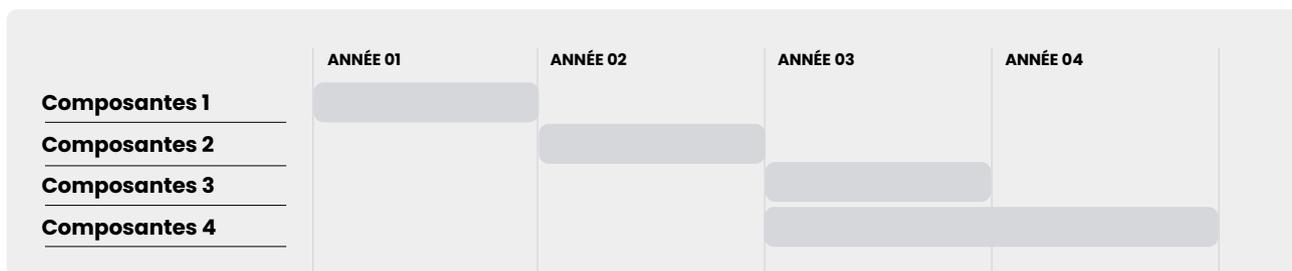
- > implanter le réseau de stations de mesures ;
- > collecter les mesures des polluants ;
- > définir la stratégie de communication des données ;
- > définir un plan de gestion de la qualité de l'air



Composantes du Projet

- 1 Réalisation de l'état des lieux
- 2 Acquisition des équipements et installation
- 3 Exploitation des stations
- 4 Formation du personnel et appui à la réalisation de la réglementation et des études

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

5 175 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 11

Projet de Système de Remontée des Incidents Environnementaux (SRIE)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux	Ministère chargé de l'Environnement (MINEDDTE)	...	Abidjan et Intérieur du Pays	2025 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

Depuis plusieurs décennies, des centaines de milliers de personnes ont été atteintes annuellement par une catastrophe liée à l'environnement, résultat d'une augmentation de la fréquence des aléas naturels et environnementaux sur les populations vulnérables. Ce projet fait suite à l'absence d'une courroie de transmission des informations significatives d'alerte sur des incidents environnementaux par la population ivoirienne vers le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique (MINEDDTE) en Côte d'Ivoire.

Problème à résoudre :

manque d'informations sur les catastrophes environnementales

Objectif général :

Mettre en place une plateforme numérique de saisine des incidents, risques et problèmes environnementaux constatés par la population ivoirienne, et de concevoir un système automatisé de détection d'incidents et risques liés à l'environnement.

Objectifs spécifiques :

- > Mettre en place, un outil de saisine numérique des incidents et risques environnementaux constatés ;
- > De concevoir un Système automatisé de détection des incidents et risques liés aux inondations;
- > Mettre en place une Base de Données Nationale consultable des incidents et risques environnementaux via une Carte Interactive de géolocalisation des incidents et risques environnementaux notifiés



Composantes du Projet

1 Coordination et gestion du projet

2 Déploiement de l'infrastructure réseau incluant un Data Center

3 Conception du Portail Numérique Cross-Plateforme (Desktop-Web-Mobile) du SRIE

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

5 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

Identification

- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 12

Mise en Œuvre du programme de suivi de la qualité des milieux récepteurs eau et sol à travers le Réseau National d'Observation (RNO)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Transversaux	Ministère chargé de l'Environnement (MINEDDTE)	Université Félix Houphouët Boigny de Cocody ; Université Nangui Abrogoua d'Abobo Adjamé (UNA) ; Université de Man ; Institut National Polytechnique Houphouët Boigny de Yamoussoukro (INPHB) ; Centre de Recherche Océanologique (CRO)	Tout le territoire ivoirien	2025 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

La dégradation continue des milieux principalement les eaux de surface et les sols dont le lessivage draine des polluants doivent être suivis scientifiquement de façon régulière afin de disposer de données sur une longue période et dégager la tendance évolutive de l'état de santé de ces différents écosystèmes. Ces données peuvent également servir pour la définition de réglementation.

Problème à résoudre :

Dégradation des eaux et des sols

Objectif général :

Evaluer de façon continue les milieux récepteurs (eau, sol) et intervenir efficacement en cas de pollution.

Objectifs spécifiques :

- > disposer sur une longue période de données scientifiques pour permettre aux décideurs de mettre en place une politique de gestion durable de l'environnement et définir l'alerte à court, moyen et long terme.



Composantes du Projet

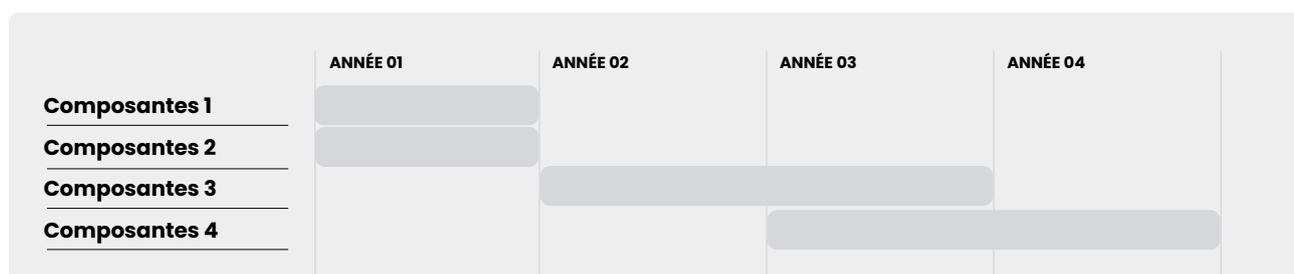
1 Suivi de la qualité des eaux lagunaires

2 Suivi de la qualité des eaux continentales

3 Suivi de la qualité des eaux littorales et marines

4 Suivi de la qualité des sols

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

2 640 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieurs

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieurs

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieurs**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme



PROGRAMME NATIONAL DE TRANSITION AGROECOLOGIQUE/ COMPOSANTE AGRICULTURE

248 920 655 110 FCFA
(497 841 310 USD)



No.	Intitulé du projet	Budget (CFA)	Budget (USD)	Type	Structure
1	Projet de renforcement de la résilience des riziculteurs et des rizicultrices contre les risques climatiques à travers la promotion de l'assurance agricole indicielle et le renforcement des capacités de la chaîne de valeur de la filière riz en Côte d'Ivoire	84 605 587 500	169 211 175	Public	MINEDDTE
2	Projet de Renforcement de la résilience des acteurs du secteur des Ressources Animales face aux effets du changement climatique et à la persistance de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire	57 500 000 000	115 000 000	Public	MIRAH
3	Filières agricoles résilientes intégrant la dynamique Net Zéro Nature Positive (NZNP)	55 275 000 000	110 550 000	Public	MEMINADER
4	Projet d'aménagement hydro-agricole dans le département de Dabakala (région du Hambol) de la vallée de ton (département de Séguéla)	29 837 088 410	59 674 177	Public	MEMINADER
5	Optimisation de la production agricole et résilience des communautés rurales de la Région de l'Indénié-Djuablin	12 000 000 000	24 000 000	Public	Conseil Régional de l'Indénié Djuablin
6	Travaux d'aménagement d'une digue de retenue d'eau et d'aménagement du périmètre rizicole de Yirima dans le Département de Koro, Région du Bafing	4 882 979 200	9 765 958	Public	Mairie de Koro
7	Etudes techniques, sociales et environnementales d'aménagement de 5 000 hectares dans les régions du Goh (Gagnoa) et de la Nawa (Soubré)	2 500 000 000	5 000 000	Public	MEMINADER
8	Formation et installation en myciculture et en culture maraîcher de 1 200 femmes en milieu rural	2 320 000 000	4 640 000	Privé	YEYOLAI SARL
	Montant du secteur Agriculture	248 920 655 110	497 841 310		

➤ FICHE PROJET 13

Projet de renforcement de la résilience des riziculteurs et des rizicultrices contre les risques climatiques à travers la promotion de l'assurance agricole indiciaire et le renforcement des capacités de la chaîne de valeur de la filière riz en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Environnement / Agriculture	Programme Changements Climatiques (PNCC)	Etat Secteur privé	10 POLES RIZICOLE DE LA COTE D'IVOIRE	2025 - 2030

Objectifs du Projet

Contexte :

La Côte d'Ivoire fait face à des défis croissants liés aux changements climatiques. Les pertes de récoltes dues aux inondations représentent 0,26 % du PIB, tandis que celles liées à la sécheresse sont estimées à environ 1,2 % du PIB. Cette situation met en péril la sécurité alimentaire et la stabilité économique des agriculteurs. En plus des défis climatiques, la riziculture en Côte d'Ivoire est confrontée à plusieurs problèmes structurels, notamment : la faible mécanisation des systèmes de production, la faiblesse des modes de production, les difficultés d'accès au financement.

Problème à résoudre :

la faible mécanisation des systèmes de production, les difficultés d'accès au financement

Objectif général :

Le projet vise à contribuer de façon significative à l'amélioration de la résilience de la filière rizicole face aux défis climatiques actuels et avenir ainsi qu'à la sécurité économique et financière des riziculteurs (rizicultrices).

Objectifs spécifiques :

- > (i) développer et promouvoir le mécanisme d'assurance climatique indiciaire
- > (ii) renforcer la gouvernance de la filière riz
- > (iii) appuyer le développement de la chaîne des valeurs de la filière riz



Composantes du Projet

- 1 Développement et promotion du mécanisme d'assurance indicielle climatique afin de protéger les riziculteurs et les rizicultrices contre les risques d'inondation et de sécheresse
- 2 Renforcement de la gouvernance de la filière riz
- 3 Renforcement du processus de développement de la chaîne des valeurs de la filière riz

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04	ANNÉE 05
Composantes 1					
Composantes 2					
Composantes 3					

Budget estimatif

84 605 587 500 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieurs

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieurs

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieurs**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate**
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 14

Projet de Renforcement de la résilience des acteurs du secteur des Ressources Animales face aux effets du changement climatique et à la persistance de l'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Agriculture (Ressources Animales)	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	Etat Secteur privé	Nationale	13 octobre 2024 – 18 Novembre 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

le MIRAH envisage de mettre en place un projet visant à renforcer la résilience des acteurs du secteur des ressources animales face aux effets du changement climatique et à améliorer la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.

Problème à résoudre :

...

Objectif général :

Renforcer la résilience des populations en milieu rural.

Objectifs spécifiques :

- > Renforcer les moyens de subsistances
- > Accroître les revenus des populations rurales
- > Atténuer l'impact des élevages sur l'environnement



Composantes du Projet

1 Renforcement de la subsistance des populations

2 Accroissement des revenus des populations

3 Atténuation de l'impact des élevages de ruminants

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04	ANNÉE 05	ANNÉE 06	ANNÉE 07
Composantes 1	■						
Composantes 2				■			
Composantes 3			■				

Budget estimatif

57 500 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 15

Filières agricoles résilientes intégrant la dynamique Net Zero Nature Positive (NZNP)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Agriculture	Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et des Productions Vivrières (MEMINADERPV)	Etat Secteur privé	Bélier et le District Autonome de Yamoussoukro; District Savane; District Montagne; Haut- Sassandra; District de Gontougo	15 Mars 2024 – 15 Mai 2028

Objectifs du Projet

Contexte :

En 50 ans, la Côte d'Ivoire a perdu 90 % de ses forêts naturelles principalement à cause de l'expansion agricole. Le secteur agricole est clé, représentant 27 % du PIB et 66 % des exportations. Le pays est le 51ème le plus vulnérable au monde et le 42ème le moins prêt en termes de résilience.

Problème à résoudre :

Déforestation ; Changement climatique

Objectif général :

L'objectif global du projet est de répondre aux défis environnementaux, économiques et sociaux auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée, notamment la déforestation, la dégradation des sols, la perte de biodiversité et les impacts du changement climatique.

Objectifs spécifiques :

- > (i) renforcer la résilience des systèmes agricoles ;
- > (ii) promouvoir des pratiques agricoles durables
- > (iii) améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales.



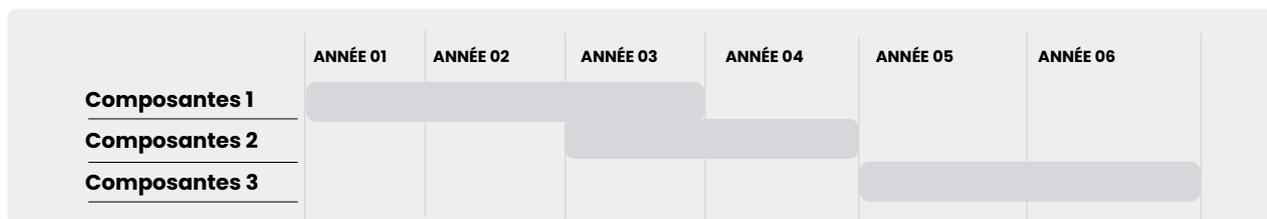
Composantes du Projet

1 Gouvernance Intégrée et mobilisation des investissements dans le cadre de la NZNP

2 Agroforesterie, gestion durable de la ressource en eau, utilisation durable des terres, conservation de la biodiversité (SaFN)

3 Renforcement des Filières Agricoles Durables et Résilient

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

55 275 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 16

Projet d'aménagement hydro-agricole dans la département de Dabakala (région du Hambol) de la vallée de Ton (département de Séguéla)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Agriculture Durable	Ministère d'Etat, Ministère chargé de l'Agriculture (MEMINADERPV)	Etat Secteur privé	Dabakala (Région du Hambol) et la vallée du Ton (Département de Séguéla) / Côte d'Ivoire	12 Mai 2024 – 13 Juin 2027

Objectifs du Projet

Contexte :

En 2023, la production nationale s'est établie à 1 307 496 tonnes de riz blanchi, couvrant environ 55 % des besoins de consommation en Côte d'Ivoire.

A ce jour, 80 % de la production est issue de la riziculture pluviale. Ce qui rend la filière vulnérable aux risques liés aux phénomènes de changement climatique.

Problème à résoudre :

changement climatique ; non maîtrise de l'eau

Objectif général :

Contribuer à la sécurité alimentaire de la population par l'accroissement de la production rizicole.

Objectifs spécifiques :

- > La construction de sept (07) barrages de retenue d'eau en terre et l'aménagement d'une superficie de 1 021 ha;
- > La réalisation des équipements d'accompagnement (Pistes d'accès, pistes périmétrales et parcellaires, magasin de stockage, aire de séchage...);
- > La réalisation d'un système HVA pour 6 000 habitants ;
- > Le renforcement de la capacité des producteurs par les formations sur les nouvelles techniques culturales et sur la gestion des équipements ainsi que les organisations professionnelles agricoles (OPA).



Composantes du Projet

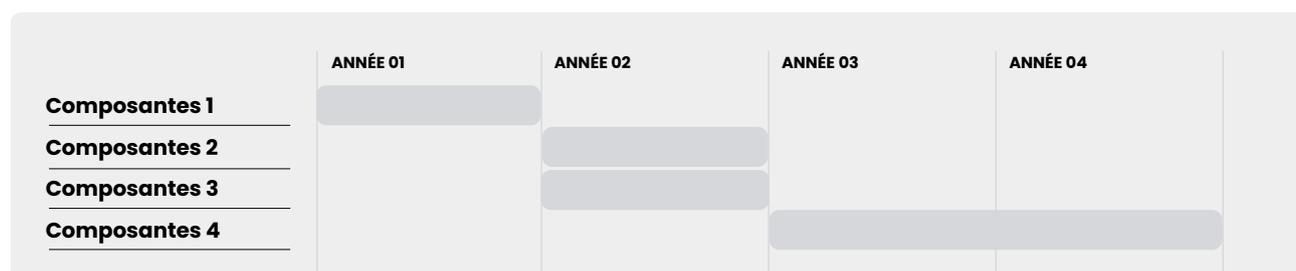
1 Aménagements et équipements

2 Appuis organisationnels et techniques aux producteurs

3 Appui à la valorisation

4 Organisation et Gestion du projet

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

29 837 088 410 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 17

Optimisation de la production agricole et résilience des communautés rurales de la Région de l'Indénié-Djuablin

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
AGRICULTURE DURABLE	Conseil Régional de la région de l'Indénié- Djuablin	Etat Secteur privé	Abengourou, Agnibilekrou et Béttié	20 Août 2024 – 14 Octobre 2027

Objectifs du Projet

Contexte :

Ce projet intégré intitulé : optimisation de la production agricole et résilience des communautés rurales de la Région de l'Indénié-Djuablin est articulé autour de la thématique principale de l'eau et s'offre comme une solution palliative à la triple problématique de la productivité agricole, de la préservation de l'Environnement et de la pénibilité d'approvisionnement en eau en zones rurales.

Problème à résoudre :

Faiblesse de la production agricole ; Difficile accès à l'eau

Objectif général :

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des techniques de production des populations des zones rurales de la Région de l'Indénié-Djuablin.

Objectifs spécifiques :

- > Faciliter l'accès des ménages à l'eau potable et accroître la productivité des activités agricoles.



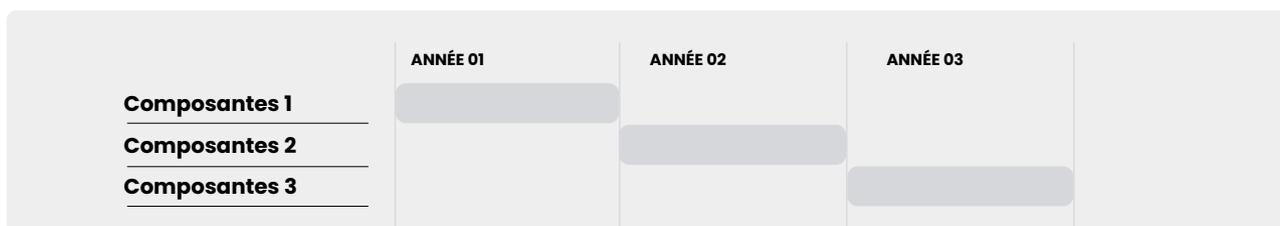
Composantes du Projet

1 renforcement du cadre institutionnel régional

2 facilitation de l'accessibilité des ménages à l'eau potable

3 allègement de la pénibilité des travaux ménagers et champêtres par le renforcement des infrastructures d'hydrauliques villageoises et hydroagricoles

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

12 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleurs Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 18

Travaux d'aménagement d'une digue de retenue d'eau et d'aménagement du périmètre rizicole de Yirima dans le Département de Koro, Région du Bafing

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Agriculture	Mairie de KORO	Etat Secteur privé	Koro	...

Objectifs du Projet

Contexte :

Construction d'une digue de retenue d'eau et l'aménagement du périmètre en aval en vue de la pratique de la culture du riz, du maraîchage et de la pisciculture en plusieurs cycles annuels.

Problème à résoudre :

Difficile accès à l'eau ; pauvreté

Objectif général :

Contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

Objectifs spécifiques :

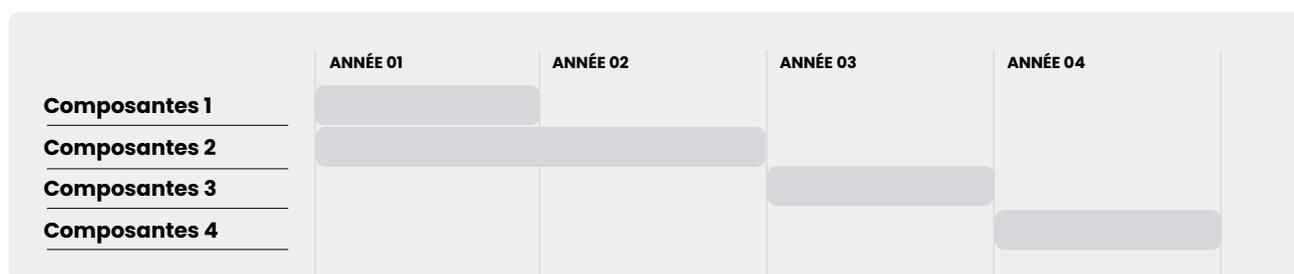
- > Ce projet vise à mettre à la disposition des populations du Département de Koro les infrastructures telles qu'un barrage de retenue d'eau en terre, un périmètre de 100 hectares en aval du barrage pour la production rizicole.



Composantes du Projet

- 1** Barrage de retenue d'eau de 4 731 894 m³ utile
- 2** Aménagement d'un périmètre 100 ha en aval du barrage (riziculture et maraîcher)
- 3** Aménagement d'un périmètre piscicole de 25 étangs de 400 m² chacun exploitables en deux cycles/an
- 4** Construction de couloir d'accès du bétail à la retenue d'eau

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

4 882 979 200 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 19

Etudes techniques, sociales et environnementales d'aménagement de 5 000 hectares dans les régions du Goh (Gagnoa) et de la Nawa (Soubré)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Agriculture durable	Ministère d'Etat, Ministère chargé de l'Agriculture (MEMINADERPV)	Etat Secteur privé	Régions du Goh et de la Nawa / Côte d'Ivoire	...

Objectifs du Projet

Contexte :

Malgré ses énormes potentialités naturelles favorables à la production de riz sur l'ensemble de son territoire, la Côte d'Ivoire continue d'importer une importante part de ses besoins en consommation. Alors que le riz a pris une place prépondérante dans les habitudes alimentaires des populations. A ce jour, 80 % de la production est issue de la riziculture pluviale. Ce qui rend la filière vulnérable aux risques liés aux phénomènes de changement climatique.

Problème à résoudre :

Changement climatique ; non maîtrise de l'eau

Objectif général :

Réaliser les études techniques, sociales, économiques, financières et environnementales en vue de l'aménagement hydroagricole de 5 000 ha pour la production de riz et de maraîchers.

Objectifs spécifiques :

- > La réalisation d'un avant-projet sommaire qui aboutira à une délimitation des terres à aménager et à des indications grossières des infrastructures et la réalisation de l'avant-projet détaillé qui aboutira à l'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres pour l'exécution des travaux.



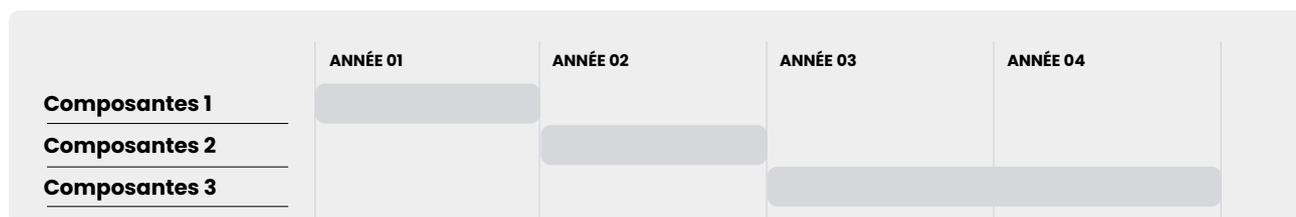
Composantes du Projet

1 Etudes préliminaires

2 Etudes de base

3 Etudes d'Avant-projet détaillé

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

2 500 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 20

Formation et installation en myciculture et en culture maraîcher de 1 200 femmes en milieu rural

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Agriculture (Myciculture et Maraîcher)	YEYOLAI SARL	Etat Secteur privé	Régions (gbêke, sud Comoé, Indénié Djuablin, Loh djiboua, grand pont, agneby tiassa)	16 Avril 2024 – 28 Mars 2027

Objectifs du Projet

Contexte :

En côte d'ivoire, le gouvernement estime à entre 15 à 17 millions de tonnes, les déchets agricoles. Ces déchets sont quasiment non recyclés, mais peuvent être une énorme opportunité pour la production végétale particulièrement les cultures maraîchères et la culture hors-sol de champignons comestibles qui sont des protéines végétales très riches. D'autre part, les femmes qui sont responsables de 80% de la production alimentaire en Côte d'ivoire rencontrent d'énormes difficultés liées à l'accès à la terre, aux marchés et aux financements.

Problème à résoudre :

Détérioration des conditions de vie des femmes ; pollution

Objectif général :

Amélioration des conditions de vie des femmes en milieu rural et de leur participation à la vie économique par la création des emplois verts liés au recyclage des déchets agricoles.

Objectifs spécifiques :

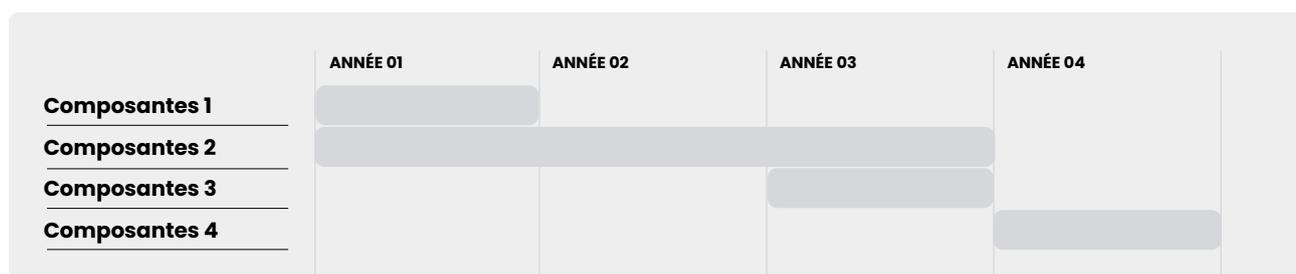
- > (i) Soutenir les femmes dans l'installation de leurs unités de production végétales;
- > (ii) renforcer les capacités des femmes sur la production végétale et le recyclage des déchets agricoles en engrais organiques ;
- > (iii) soutenir les femmes dans la création, la formalisation et la gestion de leurs coopératives agricoles, l'accès aux marchés et aux financements ;
- > (iv) Développer la filière mycicole en Côte d'Ivoire.



Composantes du Projet

- 1 installation des Championnières et des espaces de culture maraîchère dans les six régions précitées
- 2 Renforcement des capacités des femmes dans la production végétales et d'intrants à base de déchets agricoles
- 3 Encadrement des femmes dans la création et la gestion des coopératives agricoles, Accès aux marchés et aux financements
- 4 Gestion, équipements, et fonctionnement général du projet

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

2 320 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme



PROGRAMME NATIONAL D'ECONOMIE CIRCULAIRE ET DE GESTION DES DECHETS

79 953 120 000 FCFA
(159 906 240 USD)



No.	Intitulé du projet	Budget (CFA)	Budget (USD)	Type	Structure
1	Projet de réalisation d'un système mobile d'emplissage de biogaz dans des bouteilles GPL (B6 et B12) en zones rurales et promotion du biogaz comme moyen de cuisson propre dans les ménages ruraux en Côte d'Ivoire	20 000 000 000	40 000 000	Privé	SEFT-AFRICA
2	Production de palettes et cageots en plastique recyclable et recyclage de matières plastiques (PET)	11 292 000 000	22 584 000	Privé	Société Ivoirienne d'Injection Plastique
3	Installation d'une solution endogène de traitement des effluents industriels dans 30 huileries en Côte d'Ivoire	7 425 000 000	14 850 000	Privé	INPHB
4	Fertilisation des sols d'exploitation cacaoyères par des biochars de cabosse vide de cacao pour une production durable et circulaire en Côte d'Ivoire	6 940 900 000	13 881 800	Privé	INPHB
5	Programme National de transformation de déchets agricoles en compost et biochar pour la restauration des sols et le renforcement de l'économie industrielle rurale	6 900 000 000	13 800 000	Privé	LONO
6	Projet de transformation intégrée et durable du manioc dans les communes de l'ouest montagneux de Côte d'Ivoire	6 000 000 000	12 000 000	Privé	EDUC PLUS
7	Transformation de Déchets Plastiques en Pavés Ecologiques et Pavement des rues dans les Communes de Korhogo et Sarhala	5 000 000 000	10 000 000	Public-privé	Mairie de Sarala et Pavé vert
8	Gestion durable et valorisation des déchets	5 000 000 000	10 000 000	Public	MEMINADERPV
9	Projet de recyclage des déchets agricoles issus du cacao et du palmier à huile pour la production d'énergie et d'engrais	4 719 000 000	9 438 000	Privé	SENERGYS
10	Technoparc pour la Valorisation des Déchets et de l'Economie Circulaire	4 179 000 000	8 358 000	Privé	INPHB
11	Production et commercialisation de pellets à base de pommes de cajou détoxifiées et défibrillées pour l'alimentation animale : une alternative au maïs / 2D Cajou	1 347 220 000	2 694 440	Privé	INPHB
12	Production et commercialisation d'une farine protéique à base de larves de mouches soldats noires (Hermetia illucens) pour l'alimentation du tilapia, du Silure et du Mâchoiron	1 000 000 000	2 000 000	Privé	Incubateur ESA Agripreneur-Innov
13	Confection et installation des grilles panoramiques sur les emprises des caniveaux pour stocker les déchets solides, sensibiliser les populations et curer régulièrement des caniveaux	150 000 000	300 000	Privé	AGECAP
	Montant du secteur Déchet	79 953 120 000	159 906 240		

➤ FICHE PROJET 21

Projet de réalisation d'un système mobile d'emplissage de biogaz dans des bouteilles GPL (B6 et B12) en zones rurales et promotion du biogaz comme moyen de cuisson propre dans les ménages ruraux en côte d'ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	SEFT-AFRICA	Etat Secteur privé	TABAGNE département de Bondoukou région du Gontougo	25 Mars 2024 – 2 Avril 2027

Objectifs du Projet

Contexte :

La réalisation de ce projet vise à stimuler la production et l'utilisation du biogaz comme moyen de cuisson propre dans les zones rurales. Ce projet permettra de réduire la pollution environnementale et contribuera également à la réduction des maladies respiratoires causées par les fumées émises lors de l'utilisation du bois et du charbon de bois comme moyen de cuisson.

Problème à résoudre :

maladies respiratoires ; pollution

Objectif général :

Ce projet a pour objectif d'améliorer les pratiques de cuisson dans les ménages des communautés rurales en utilisant des sources d'énergie renouvelable, notamment le biogaz, tout en valorisant les déchets organiques issus de la transformation des produits agricoles.

Objectifs spécifiques :

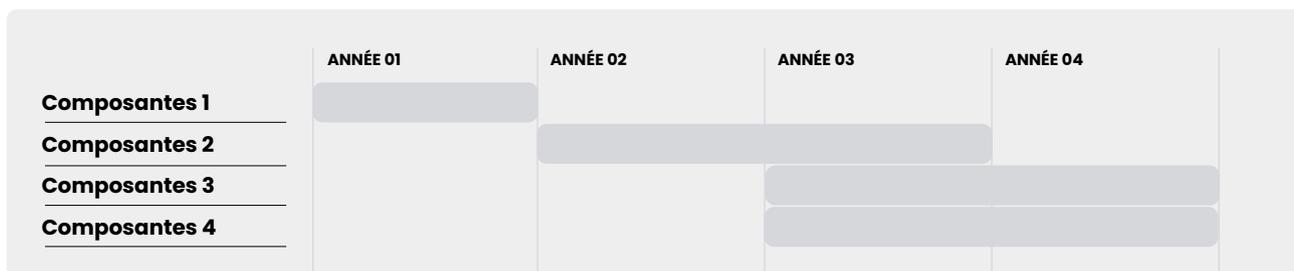
- > Promotion de la cuisson propre
- > Valorisation des déchets organiques
- > Renforcement des capacités



Composantes du Projet

- 1 Construction des centres de pré-collecte et de groupage des déchets organiques et agricoles
- 2 Augmenter la production de biogaz
- 3 Réaliser des centres de purification et de stockage du biogaz
- 4 installation de stations mobiles d'emplissage de biogaz dans des bouteilles GPL

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

20 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 22

Production de palettes et cageots en plastique recyclable et recyclage de matières plastiques (PET)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	Société Ivoirienne d'Injection Plastique (S2I- PLAST)	Etat Secteur privé	Abidjan et intérieur du pays	12 Février 2024 – 15 Octobre 2027

Objectifs du Projet

Contexte :

Lutter contre la déforestation en Côte d'Ivoire par l'arrêt des prélèvements de bois servant à la production des palettes et autres caisses dans les domaines agricole et avicole.

Lutter contre la pollution de l'environnement par l'abandon des matières plastiques dans la nature

Créer une économie circulaire pourvoyeuse d'emplois.

Amélioration du cadre de vie

Problème à résoudre :

Déforestation ; pollution

Objectif général :

freiner la déforestation en Côte d'Ivoire par la mise en œuvre de la politique gouvernementale de protection de la forêt interdisant les prélèvements illicites et le sciage à façon.

Protéger l'environnement par le recyclage des déchets plastiques

Objectifs spécifiques :

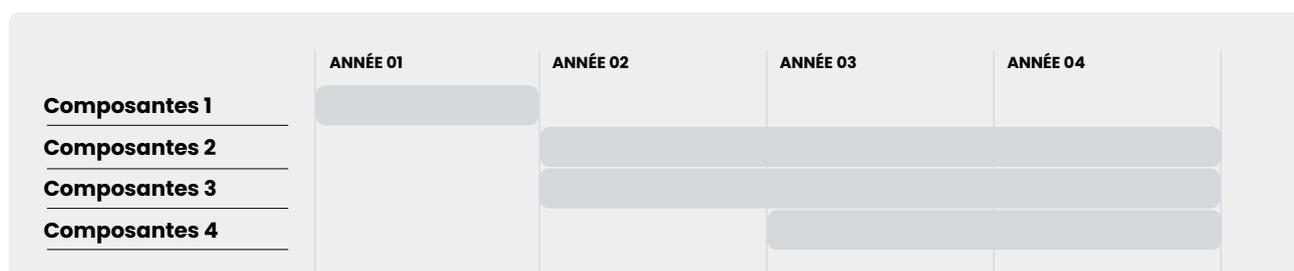
- > (i) Régénérer le couvert forestier en Côte d'Ivoire ;
- > (ii) Eliminer la pollution des déchets plastiques dans l'environnement et l'émission de gaz à effet de serre
- > (iii) Créer des emplois durables pour la jeunesse.



Composantes du Projet

- 1 Construction d'usine, bureaux équipements
- 2 Production de palette et cageot en plastique recyclable
- 3 Collecte de bouteilles PET et autres déchets plastiques
- 4 Recyclage des bouteilles PET et autres déchets plastiques

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

11 292 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 23

Installation d'une solution endogène de traitement des effluents industriels dans 30 huileries en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets (Assainissement et traitement des effluents industriels)	YAO KOUASSI Benjamin Coordonnateur du centre CEA-VALOPRO Tél : +225 07 07 80 05 19 E.mail : benjamin.yao@ inphb.ci Centre d'Excellence Africain pour la Valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (CEA- VALOPRO) de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny	Ministère de l'agriculture ; Conseil du café et du cacao ; Coopératives agricoles	Moitié sud de la Côte d'Ivoire	2024 – 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

Le développement de nombreuses unités d'huileries artisanales, semi-artisanales et industriels éprouvent d'énormes difficultés à traiter les quantités importantes d'effluents qu'elles produisent. Ces effluents insuffisamment ou même non-traités sont déversés dans les milieux récepteurs, causant ainsi, de graves dommages à l'environnement. C'est dans ce cadre, que ce projet s'inscrit et vise à proposer des solutions endogènes, bien adaptées au milieu et au contexte national.

Problème à résoudre :

(...)

Objectif général :

Contribuer à la durabilité de la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire.

Objectifs spécifiques :

- > (i) Installation de 30 unités de traitement des effluents industriels dans des huileries ;
- > (ii) Pilotage sur site des unités de traitement installées et Valorisation des boues d'épuration.



Composantes du Projet

- 1 Installation des unités dans 30 huileries
- 2 Suivi des unités et formation des utilisateurs
- 3 gestion suivi et évaluation du projet

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

7 425 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 24

Fertilisation des sols d'exploitation cacaoyères par des biochars de cabosses vides de cacao pour une production durable et circulaire en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	YAO KOUASSI Benjamin Coordonnateur du centre CEA-VALOPRO Tél : +225 07 07 80 05 19 E.mail : benjamin.yao@ inphb.ci Centre d'Excellence Africain pour la Valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (CEA- VALOPRO) de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny	Ministère de l'agriculture ; Conseil du café et du cacao ; Coopératives agricoles	Marahoué, Haut et bas Sassandra, Lacs et Agneby Tiassa	2024 – 2027

Objectifs du Projet

Contexte :

Le biochar, produit issu de la pyrolyse de la biomasse, offre une alternative prometteuse pour la valorisation des cabosses de cacao.

Problème à résoudre :

(...)

Objectif général :

Formation et installation de coopératives dans l'utilisation du biochar obtenu à partir de cabosses de cacao pour l'amendement des sols dans les plantations de cacao.

Objectifs spécifiques :

- > Former les coopératives à l'utilisation du biochar de cabosses de cacao comme amendement du sol.



Composantes du Projet

1 Formation des coopératives

2 Installation des unités de production de biochar

3 Sensibilisation des agriculteurs

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

6 940 900 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 25

Programme National de transformation de déchets agricoles en compost et biochar pour la restauration des sols et le renforcement de l'économie industrielle rurale

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	N'GUESSAN Kombo Ekra Noël Directeur Général Tél : +225 07 78 92 90 16 E.mail : noel.nguessan@lonoci.com Structure Porteuse : LONO	Export Trading Group (Cacao et Anacarde), GIZ, Invest International, District Autonome de Yamoussoukro, ECOM trading (Cacao et Coton)	Yamoussoukro, Ferkessédougou, Bouaké, Méagui, Daloa, Lakota, Man, Agboville, Agnibilékrou et Odienné	2025 – 2031 (Extension annuelle à partir de 2025)

Objectifs du Projet

Contexte :

(.....)

Problème à résoudre :

(.....)

Objectif général :

Développer une filière de recyclage de 100 000 Tonnes par an de déchets organiques pour la production d'engrais organiques sous forme de compost et biochar

Objectifs spécifiques :

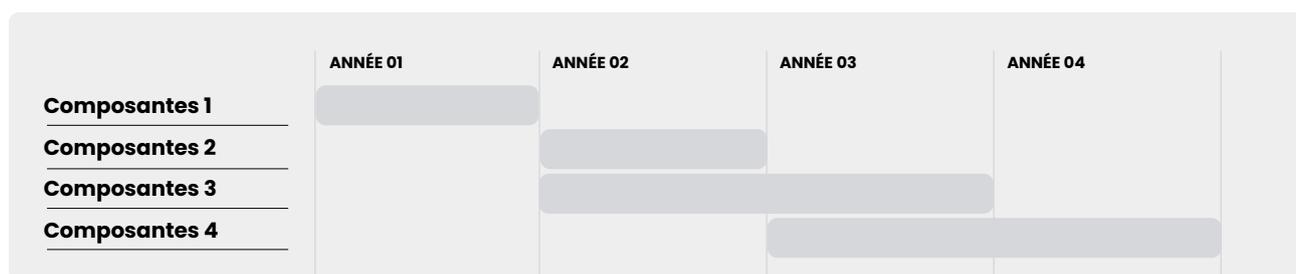
> (.....)



Composantes du Projet

- 1** Certification du bilan carbone du premier site industriel et des 5 mini sites
- 2** Évaluation du premier écosystème pour impact environnemental et socio-économique
- 3** Réplication du modèle dans 2 nouvelles localités par an sur une période de 4 ans à partir de 2025 pour atteindre les objectifs spécifiques cités ci-dessus
- 4** Certification annuelle du bilan carbone du premier site industriel et des 5 mini sites

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

6 900 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 26

Projet de transformation intégrée et durable du manioc dans les communes de l'ouest montagneux de côte d'ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	DIAKITÉ Simon Coordonnateur Général du projet Tél : +225 07 07 54 79 84 E.mail : diakite.simon@gmail.com Structure Porteuse : EDUPLUS AFRICA SAS	Ministères en charge des forêts, de l'hydraulique, de l'énergie et de l'agriculture	Communes de Man, Duékoué et Guiglo et communes des 13 Chefs- lieux de Départements du District Autonome des Montagnes	36 Mois

Objectifs du Projet

Contexte :

La Côte d'Ivoire est le cinquième pays producteur de manioc en Afrique avec une production de 1.688.000 tonnes. La valorisation de l'amidon de manioc par la production d'éthanol est une technologie de gestion durable des déchets.

Problème à résoudre :

(...)

Objectif général :

valoriser les produits agricoles vivriers locaux comme le manioc pour redynamiser sa production régionale en vue de la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement.

Objectifs spécifiques :

- > (i) Industrialisation de la transformation du manioc ;
- > (ii) réduction de la pénibilité de la transformation artisanale du manioc ;
- > (iii) promotion de l'économie circulaire et des énergies renouvelables.



Composantes du Projet

1

Etudes et développement

2

Appui à la production du manioc biologique

3

construction clef en main des deux usines de transformation du manioc comportant des chaînes de production suivante (Pâte de placali; Attiéké déshydraté ; Attiéké non déshydraté ; Farine de manioc; Amidon de manioc ; gari ; tapioca ; etc)

4

Valorisation des résidus liquides et solides issus de la transformation du manioc

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04
Composantes 1				
Composantes 2				
Composantes 3				
Composantes 4				

Budget estimatif

6 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 27

Transformation de Déchets Plastiques en Pavés Ecologiques et Pavement des rues dans les Communes de Korhogo et Sarhala

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	KOFFI Kouamé Ben- Josaphat (0757057684) et LAGO G Marius (0101355 221) Structure Porteuse : Pavé vert et Mairie de Sarhala	Ministère de l'Environnement, Ministère des Infrastructures (AGEROUTE), Entreprise de collecte de déchets ménagers	Korhogo et Sarhala	2024 - 2028

Objectifs du Projet

Contexte :

Les déchets plastiques s'accumulent dans les rues, les décharges et les cours d'eau, ce qui pose des risques pour la santé humaine et l'environnement. La transformation des déchets plastiques en pavés écologiques est une solution durable pour gérer les déchets plastiques et créer des produits utiles notamment des pavés pour le revêtement des rues des communes.

Problème à résoudre :

Les déchets plastiques sont collectés, recyclés et transformés en pavés écologiques

Les rues des communes de Korhogo et Sarhala sont recouvertes de pavés

Objectif général :

Contribuer à la réduction de la pollution plastique, à l'amélioration de l'environnement et à rendre plus accessibles les communes.

Objectifs spécifiques :

- > Collecter et recycler les déchets plastiques pour produire des pavés écologiques
- > Construire des routes pavées dans les communes de Korhogo et Sarhala



Composantes du Projet

1 Collecte, tri et transformation des déchets plastiques en pavés

2 Revêtement des rues des communes de Korhogo et Sarhala

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

5 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 28

Gestion durable et valorisation des déchets

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	Ministère de l'hydraulique, de l'assainissement et de la salubrité (MINHAS) Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et des Productions Vivrières (MEMINADERPV)	SODECI / Ministère chargé de la construction, de l'Environnement et de la Santé (MSHPCMU) / Institut Pasteur / Centre de Recherche	Les régions concernées par la mise en place des 12 décharges gérées avec récupération de biogaz ; les régions concernées par la mise en place des 14 CVET, dont Abidjan) Abidjan et Bouaké / les villages d'Akouédo et de Kossihouen / la Région Sud Comoé	5-10 ans

Objectifs du Projet

Contexte :

Beaucoup de villes de Côte d'Ivoire sont confrontées à un déficit de gestion des déchets solides. Le taux de collecte des déchets solides est seulement de 40% dans la plupart des villes du pays. Pour pallier le déficit, le PARU lancera dès 2021 la phase de construction de nouveaux sites d'enfouissement à Abidjan et dans les villes secondaires.

Les déchets sont un des secteurs d'atténuation prioritaires des CDN 2022 de la Côte d'Ivoire avec les actions structurantes M30 à M32.

Problème à résoudre :

Faible gestion des déchets

Objectif général :

L'objectif global du projet est d'améliorer et d'accompagner la gestion globale des déchets en Côte d'Ivoire.

Objectifs spécifiques :

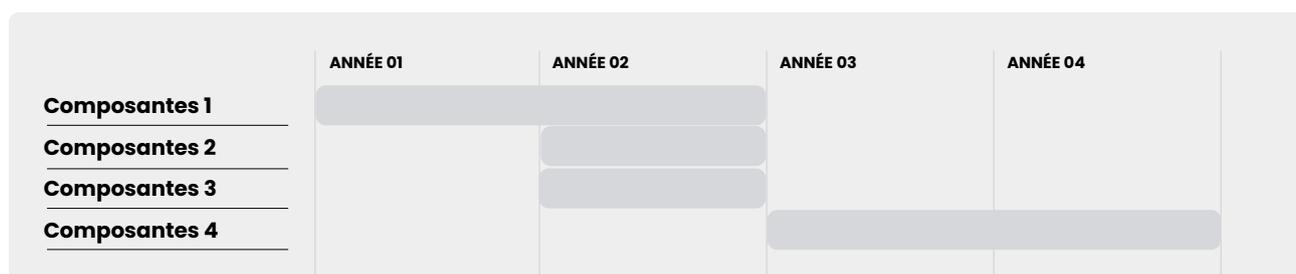
- > (i) réduire les déchets à la source ;
- > (ii) augmenter les taux de collecte et de traitement des déchets, dont les déchets plastiques dans une démarche de valorisation et d'économie circulaire ;
- > (iii) Créer des emplois verts.



Composantes du Projet

- 1** Gouvernance, études préalables et mobilisation des acteurs
- 2** Suivre et intégrer les démarches de mise en œuvre des décharges et CVET
- 3** Projet Pilote «Structuration d'un réseau de récupération et valorisation des déchets plastiques dans la Région Sud Comoé»
- 4** Projet Pilote « Structuration d'un réseau dynamique de récupérateurs, collecteurs et acheteurs » dans les zones urbaines d'Abidjan et de Bouaké

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

5 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 29

Projet de recyclage des déchets agricoles issus du cacao et du palmier à huile pour la production d'énergie et d'engrais

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	GOA STEPHANE Coordinateur Tél : +225 0101834772 E.mail : hervegoa@gmail.com Structure Porteuse : SENERGYS	Axe Dabou/San-Pédro	2024 – 2030

Objectifs du Projet

Contexte :

Selon une étude de l'ANADER effectuée en 2019, le secteur agricole serait la principale source d'émission des gaz à effet de serre (GES) avec environ 194 612,26 GgEq-CO2 soit environ 77% des émissions nationales.

Vu ce potentiel de matières organiques issues de l'agriculture, il serait donc important de développer des techniques de valorisation de ces résidus agricoles en énergie et éventuellement en engrais afin de réduire leur impact sur l'environnement.

Problème à résoudre :

.....

Objectif général :

Contribuer à la réduction de l'impact des gaz à effet de serre (GES) produite par les déchets agricoles en les recyclant pour produire de l'énergie et éventuellement de l'engrais.

Objectifs spécifiques :

- > Contribuer à la disponibilité d'une énergie propre pour les besoins industriels et éventuellement pour la cuisson afin de préserver le couvert forestier ;
- > Contribuer à la compétitivité des entreprises en proposant un coût d'énergie abordable



Composantes du Projet

1 création d'une unité de méthanisation pour la production de biométhane d'une capacité 750 m3/h

2 création d'une unité de transformation d'huile de palme brute d'une capacité de 30 t/h dont les déchets seront valorisés par le méthaniseur pour produire du biogaz

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

4 719 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

**Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 30

Technoparc pour la Valorisation des Déchets et de l'Économie Circulaire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	YAO KOUASSI Benjamin Coordonnateur du centre CEA-VALOPRO Tél : +225 07 07 80 05 19 E.mail : benjamin.yao@inphb.ci Centre d'Excellence Africain pour la Valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (CEA-VALOPRO) de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny	Côte d'Ivoire	36 Mois

Objectifs du Projet

Contexte :

De nombreuses innovations sont développées par les institutions de formation et de recherche en Côte d'Ivoire. Celles-ci malheureusement passent difficilement, le cap du stade laboratoire. Ainsi, la création de plateforme de transfert de technologie pour la valorisation des déchets et l'économie circulaire en Côte d'Ivoire peut corriger cette faiblesse.

Problème à résoudre :

.....

Objectif général :

Créer une plateforme de transfert de technologie pour la valorisation des déchets et l'économie circulaire en Côte d'Ivoire.

Objectifs spécifiques :

- > Mettre en place une Plateforme de formation et de transfert de technologie dans le domaine de l'économie circulaire et Former à la création d'emplois verts à travers cette plateforme.



Composantes du Projet

1 Infrastructures et équipements

2 Création d'emplois verts

3 Renforcement des capacités

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04
Composantes 1				
Composantes 2				
Composantes 3				

Budget estimatif

4 179 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 31

Production et commercialisation de pellets à base de pommes de cajou détoxifiées et défibrillées pour l'alimentation animale : une alternative au maïs / 2D Cajou

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	YAPI Yapo Magloire Enseignant-Chercheur Tél : +225 07 08 51 69 22 +225 01 71 17 77 10 yapimagloire@yahoo.fr Structure Porteuse : INP-HB		Yamoussoukro	2021 - 2028

Objectifs du Projet

Contexte :

L'élevage reste encore une activité économique secondaire en Côte d'Ivoire, avec une contribution de 4,5% au PIB agricole et de 2% au PIB. Le niveau des importations en produits carnés (viande, lait, poisson) reste très élevé. Pour sa consommation en lait et produits laitiers, la Côte d'Ivoire dépendait de 83% des importations de lait et de produits laitiers en 2011. Il en est de même des bovins, des petits ruminants, des porcins respectivement de 58%, de 32% et de 46% en 2011. Au niveau des volailles, la proportion est de 3%. Les facteurs limitant à cette totale couverture en produits d'origine animale se trouvent notamment dans la gestion peu rationnelle des espaces pastoraux, les difficultés d'accès aux intrants spécifiques et au coût des aliments de bétail.

Problème à résoudre :

la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement, l'accès limité à l'énergie et à l'eau potable

Objectif général :

Le projet 2D Cajou vise à transformer la pomme de cajou en un produit à haute valeur ajoutée pour l'alimentation animale en Côte d'Ivoire et dans la sous-région Ouest africaine

Objectifs spécifiques :

- > Valoriser la pomme de cajou, disposer d'une matière première riche en énergie et produire de la viande de qualité à moindre coût.



Composantes du Projet

1 Collecte des
pommes de
cajou

2 Transformation
et la
commercialisation

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04
Composantes 1				
Composantes 2				

Budget estimatif

1 347 220 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 32

Production et commercialisation d'une farine protéique à base de larves de mouches soldats noires (*Hermetia illucens*) pour l'alimentation du tilapia, du Silure et du Mâchoiron

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets	N'GUESSAN Kouassi Martial Ingénieur des Techniques Tél : +225 0707483283 +225 0546536526 kouassimartialnguessan@ gmail.com Incubateur ESA Agripreneur-Innov		Côte d'Ivoire	36 mois

Objectifs du Projet

Contexte :

Le projet vise à produire et commercialiser la farine de larves d'insectes pour l'alimentation du poisson et de l'engrais biologique pour la production agricole. La production de farine de larves de mouches soldats noires nécessite l'élevage de mouches reproductrices dans une volière.

Problème à résoudre :

Objectif général :

Préserver l'environnement en utilisant la méthode de bioconversion pour transformer des déchets organiques bioconvertibles en protéines de haute valeur biologique pour l'alimentation du poisson et en engrais biologique pour une agriculture durable.

Objectifs spécifiques :

- Augmenter la production de protéines de haute valeur biologique, optimiser le processus de bioconversion et développer des formulations d'engrais biologiques.



Composantes du Projet

- 1 Mise en place des infrastructures nécessaires
- 2 Transformation des déchets organiques en Substrat nutritif pour l'élevage des Mouches Soldats Noires
- 3 Transformation des larves de mouches soldats noires en farine protéine de haute valeur biologique
- 4 Commercialisation du produit

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04
Composantes 1				
Composantes 2				
Composantes 3				
Composantes 4				

Budget estimatif

1 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 33

Confection et installation des grilles panoramiques sur les emprises des caniveaux pour stocker les déchets solides, sensibiliser les populations et curer régulièrement les caniveaux

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Déchets (Economies circulaires)	Agence de Gestion des Caniveaux Publics (AGECAP)	Etat Secteur privé	Abidjan, Côte d'Ivoire / (Communes : Cocody, Port-Bouët, Treichville)	À définir

Objectifs du Projet

Contexte :

La Côte d'Ivoire, comme de nombreux autres pays, fait face aux aléas climatiques entraînant des pertes en vies humaines, des dégâts matériels et la destruction des biens publics.

Problème à résoudre :

La mauvaise gestion des caniveaux entraîne des inondations et des problèmes de santé publique

Objectif général :

Apporter un appui technique d'assainissement dans les caniveaux aux collectivités territoriales dans nos villes et communes.

Objectifs spécifiques :

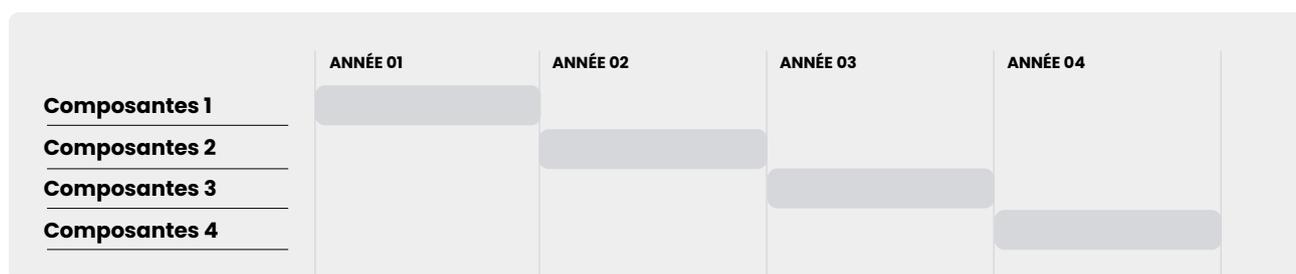
- > Curage des caniveaux et sensibilisation des populations dans les villes et communes.
- > Tri et récupération des déchets solides



Composantes du Projet

- | | | | |
|---|---|--|---|
| <p>1 Étude diagnostique dans le district d'Abidjan</p> <p>Activité 1.1: Analyse initiale des caniveaux</p> <p>Activité 1.2: Évaluation des besoins en équipements et ressources humaines</p> | <p>2 Déclinaison de la stratégie</p> <p>Activité 2.1: Élaboration d'une stratégie de curage et de sensibilisation</p> <p>Activité 2.2: Coordination avec les parties prenantes</p> | <p>3 Curage des caniveaux – valorisation</p> <p>Activité 3.1: Mise en place des grilles panoramiques</p> <p>Activité 3.2: Collecte et tri des déchets solides</p> | <p>4 Sensibilisation – Suivi – Évaluation</p> <p>Activité 4.1: Campagnes de sensibilisation des populations</p> <p>Activité 4.2: Suivi et évaluation des impacts du projet</p> |
|---|---|--|---|

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

150 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PIP

Programme d'Investissement Public (PIP) relatif à l'assainissement

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme



PROGRAMME NATIONAL DE TRANSITION ENERGETIQUE/ MOBILITE ELECTRIQUE

837 916 029 349 FCFA
(1 675 832 059 USD)



No.	Intitulé du projet	Budget (CFA)	Budget (USD)	Type	Structure
1	Développement d'un programme de mobilité électrique et projets pilotes en zone urbaine	350 000 000 000	700 000 000	Public	MT
2	Projet de promotion de l'efficacité énergétique et de l'énergie propre pour la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	317 000 000 000	634 000 000	Public	SIR
3	Adaptation & Renforcement des capacités des infrastructures hydroélectriques des bassins du Bandama & du Sassandra	115 000 000 000	230 000 000	Public	MPE
4	Electrification rurale de villages de moins de 500habitants via le déploiement du solaire off-grid	25 000 000 000	50 000 000	Public	MPE
5	Projet de valorisation des sous-produits agricoles en biocarburants	16 288 000 000	32 576 000	Public	MEMINADERPV
6	Montage d'unités de contrôle environnemental des émissions des véhicules à Abidjan et dans les six (06) antennes du CIAPOL	7 200 000 000	14 400 000	Public	MINEDDTE
7	IZY MOBILITY	4 151 664 700	8 303 329	Privé	ENVIRO-PROTECT
8	Projet de mise en place d'une flotte de véhicule électrique dans le cadre du transport urbain à Abidjan avec y compris les bornes de recharges attenantes	2 276 364 649	4 552 729	Privé	TE CARS VIP
9	Fabrication de briquettes de charbon vert compressées	1 000 000 000	2 000 000	Privé	Bio-énergie-Côte d'Ivoire
	Montant du secteur Energie	837 916 029 349	1 675 832 059		

➤ FICHE PROJET 34

Développement d'un programme de mobilité électrique et projets pilotes en zone urbaine

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie (Transport)	Ministère des Transports	Ministère chargé de l'énergie et de la Construction, SOTRA, AMUGA, ARTI, le District autonome d'Abidjan, Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire, TE CARS VIP	Abidjan, Côte d'Ivoire	2024 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

Abidjan, capitale économique et la plus peuplée, contribue à environ 60% du PIB du pays (Banque mondiale, 2019). Les inondations récurrentes dans la partie sud du pays, notamment à Abidjan, entraînent des dommages aux infrastructures et des coûts de réparation élevés, notamment pour les systèmes de transport à faible émission de carbone. Le secteur des transports en Côte d'Ivoire est responsable de 15% des émissions de gaz à effet de serre (GES), principalement en raison de l'utilisation de combustibles fossiles et de l'augmentation du nombre de véhicules. Les particules provenant du trafic routier polluent l'air et ont des conséquences néfastes sur la santé, entraînant environ 13 000 décès en 2017. Si aucune mesure n'est prise, les émissions liées aux transports pourraient augmenter de 25% d'ici 2030.

Problème à résoudre :

Augmentation des émissions de GES et les polluants atmosphériques provenant du secteur des transports

Objectif général :

Promouvoir une mobilité plus durable à Abidjan avec l'élaboration et la mise en œuvre de programmes structurants, réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire les émissions de polluants atmosphériques et améliorer la santé publique.

Objectifs spécifiques :

- > Réaliser une étude de faisabilité.
- > Élaborer un plan stratégique de mobilité urbaine électrique pour la ville d'Abidjan.
- > Former les acteurs sur la transition vers la mobilité électrique.
- > Déployer des flottes expérimentales de véhicules électriques

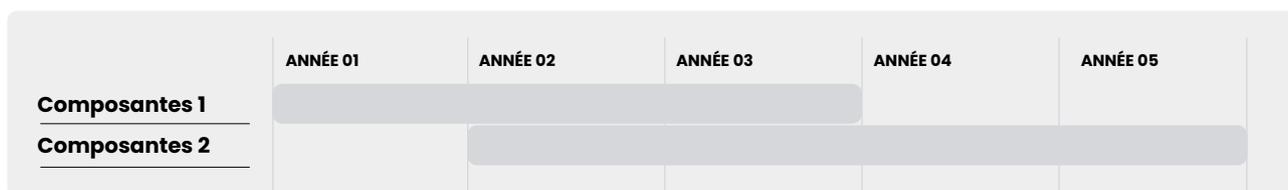


Composantes du Projet

1 Élaboration d'un programme de mobilité urbaine favorisant l'adoption de la mobilité électrique à Abidjan

2 Déploiement de flottes expérimentales de véhicules électriques pour un usage privé et public à Abidjan

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

350 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Amélioration de la mobilité urbaine et réduction des émissions de GES

Effet :
Mobilité urbaine durable

Produit :
Flottes de véhicules électriques et infrastructures de recharge

Actions :
Élaboration et mise en œuvre de programmes de mobilité électrique

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 35

Projet de promotion de l'efficacité énergétique et de l'énergie propre pour la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie	Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	Abidjan, Côte d'Ivoire	2025 - 2030

Objectifs du Projet

Contexte :

Décrire les vulnérabilités et les impacts climatiques, le profil des émissions de GES et les besoins en matière d'atténuation et d'adaptation auxquels l'intervention prospective est censée répondre.

La région de l'Afrique de l'Ouest, en particulier la Côte d'Ivoire, est confrontée à d'importants défis liés au changement climatique. Les émissions de soufre et de gaz à effet de serre (GES) contribuent non seulement au réchauffement climatique, mais ont également des effets néfastes sur la santé de la population, exacerbant ainsi les vulnérabilités climatiques de la région. L'exposition à des niveaux élevés de soufre peut provoquer ou aggraver des maladies respiratoires, réduire l'espérance de vie et avoir un impact négatif sur la faune et la flore locales.

Actuellement, la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) produit du diesel avec une teneur en soufre comprise entre 1700 et 1800 ppm (conforme aux spécifications actuelles de l'AFRI-2 d'un maximum de 3500 ppm), ce qui est nettement supérieur à la future limite souhaitée de 50 ppm fixée pour 2025 par les lignes directrices de la CEDEAO. De plus, le processus traditionnel de production d'énergie de SIR.

Pour relever ces défis, il est impératif que la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) adapte son fonctionnement. Le projet de complexe d'hydrodésulfuration (HDS) proposé permettra non seulement de réduire considérablement la teneur en soufre du diesel produit conformément aux directives de la CEDEAO, mais aussi d'incorporer de l'huile végétale jusqu'à 5% de sa capacité totale de traitement. De plus, l'utilisation de la cogénération pour la production d'électricité et de vapeur alimentée au gaz naturel minimisera, voire éliminera, l'utilisation du mazout, réduisant ainsi ses émissions de CO₂ et de SO₂. Cette transition vers des sources d'énergie plus propres et plus efficaces répond non seulement aux besoins d'atténuation en réduisant les émissions de GES, mais représente également une adaptation vitale pour une industrie durable et soucieuse du climat dans la région.

Problème à résoudre :

Utilisation abusive des énergies non renouvelables

Objectif général :

Promouvoir l'efficacité des énergies de la Société Ivoirienne de Raffinage.

Objectifs spécifiques :

- > Mettre en place un cadre de nouvelles réglementation
- > Former et renforcer les capacités sur les énergies efficaces
- > Mettre en place des équipements et des infrastructures appropriés pour les énergies efficaces
- > Renforcer les partenariats avec les organisations axées sur la valorisation des énergies efficaces



Composantes du Projet

- 1
Cadre réglementaire et mesures incitatives
- 2
Formation et renforcement des capacités
- 3
Ingénierie, construction et opérations
- 4
Collaboration et partenariats

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04	ANNÉE 05
Composantes 1					
Composantes 2					

Budget estimatif

317 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique : Amélioration de l'efficacité énergétique

Effet : Energie propre et efficace

Produit: Production d'énergies propres et efficaces

Actions: Mise en œuvre d'une énergie propre et efficace à la SIR

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 36

Adaptation & Renforcement des capacités des infrastructures hydroélectriques des bassins du Bandama & du Sassandra

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie	Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	CI-ENERGIES, MINEF, MINHAS, Agences de l'eau et Comités de Bassins, Compagnie Ivoirienne d'Électricité, Ministère de la Construction, SODEXAM	Infrastructures hydroélectriques des bassins du Bandama et du Sassandra	5-10 ans

Objectifs du Projet

Contexte :

La construction et l'entretien des infrastructures hydroélectriques nécessitent des investissements importants. Le vieillissement sans entretien adéquat peut réduire l'efficacité et augmenter les coûts d'exploitation. Les projets hydroélectriques peuvent dégrader la qualité de l'eau, détruire les habitats, déplacer les communautés et modifier le cours naturel des rivières.

Problème à résoudre :

Répondre aux défis liés à l'optimisation et à l'adaptation des infrastructures hydroélectriques aux changements climatiques tout en intégrant la gestion concertée de la ressource en eau

Objectif général :

Optimiser la gestion intégrée du système HPP via un outil de gestion qui permettra à CI-ENERGIES de modéliser, coordonner et adapter le fonctionnement des systèmes hydroélectriques des bassins versants du Sassandra et du Bandama dans une gestion intégrée du secteur hydroélectrique, photovoltaïque, intégré au mix énergétique pour le secteur de l'électricité totale.

Objectifs spécifiques :

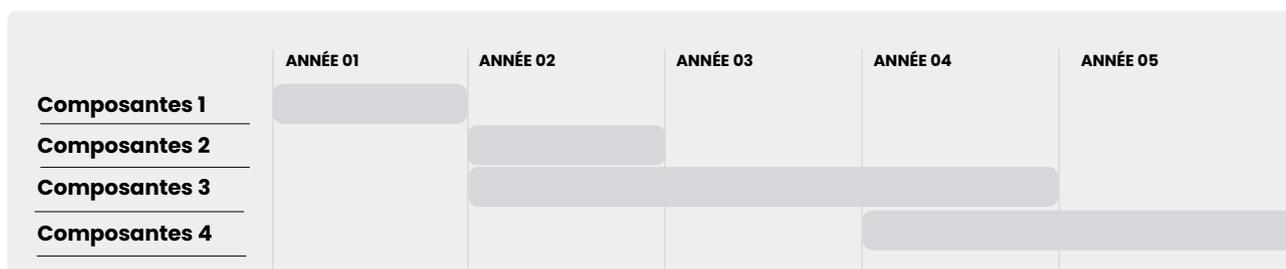
- > Optimiser la gestion intégrée du système HPP.
- > Adapter le système aux effets du changement climatique.
- > Mettre en place une gestion intégrée et concertée de l'eau via l'implication des acteurs de l'énergie



Composantes du Projet

- 1 Stratégie d'adaptation au changement climatique à long-terme
- 2 Adaptation des infrastructures du système de transmission électrique et renforcement du réseau de suivi
- 3 Mise en œuvre d'un outil de gestion pour améliorer la performance opérationnelle
- 4 Gouvernance concertée et intégrée de la ressource en eau

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

115 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 37

Electrification rurale de villages de moins de 500 habitants via le déploiement du solaire off-grid

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie	Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	Ministères chargés de la Construction et de l'Agriculture ; acteurs de la filière photovoltaïque; CI Energie	Ensemble du pays	2025 - 2035

Objectifs du Projet

Contexte :

La Côte d'Ivoire s'est engagée dans ses CDN révisées à réduire de 30,41% ses émissions de GES d'ici 2030, en diminuant notamment ses émissions en lien avec l'énergie de 28,55%. Ses objectifs se combinent avec des forts enjeux d'électrification: 79,61% de la population ivoirienne a accès à l'électricité, 94% dans les zones urbaines, et 42% seulement dans les zones rurales avec des enjeux spécifiques pour les villages de moins de 500 habitants. Pour cela, le pays prévoit d'augmenter l'ambition de l'énergie solaire photovoltaïque.

Problème à résoudre :

Faible taux d'électrification dans les zones rurales, notamment dans les villages de moins de 500 habitants

Objectif général :

Favoriser le déploiement des systèmes solaires off-grid (mini-réseaux solaires et systèmes solaires domestiques SHS) pour les populations rurales enclavées, dans les villages de moins de 500 habitants éloignés du réseau de distribution national.

Objectifs spécifiques :

- > Electrifier les villages de moins de 500 habitants.
- > Renforcer les capacités des populations à une utilisation sociale et productive de l'électricité



Composantes du Projet

1

Gouvernance, planification et renforcement des capacités

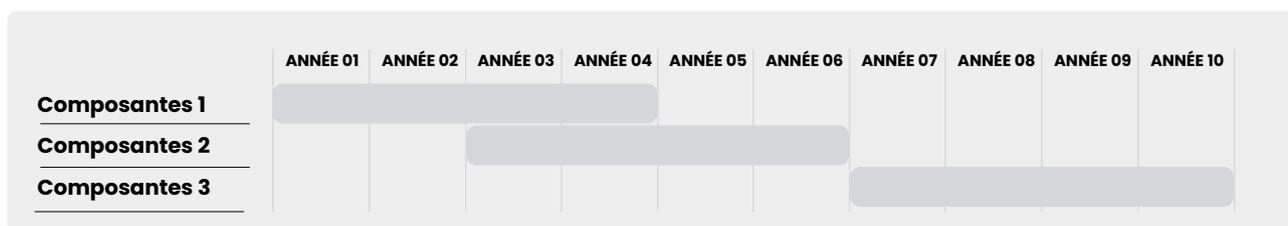
2

Réplication de projets pilotes

3

Incitations à une utilisation sociale et productive de l'électricité

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

25 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Accroissement de l'accès à l'électricité

Effet :
Amélioration des conditions de vie des populations rurales

Produit :
Systèmes solaires off-grid installés

Actions :
Mise en œuvre de projets d'électrification rurale

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 38

Projet de valorisation des sous-produits agricoles en biocarburants

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MEMINADER) Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	ANADER-SCANIA-SIR	Sikensi (Soukou-Obou) Agboville (Petit Yapo)	2025 - 2030

Objectifs du Projet

Contexte :

Ce projet créera la première usine commerciale de biométhane du pays, destinée à alimenter les bus de la SOTRA (Société des transports abidjanais) avec du biométhane. À maturité, le projet pourrait s'étendre à près de 50 sites de production dans tout le pays.

Problème à résoudre :

Réduction des émissions de gaz à effet de serre et valorisation des sous-produits agricoles.

Objectif général :

Valoriser les sous-produits agricoles en biocarburants.

Objectifs spécifiques :

Production de biodiesel :

- > Réduire le soufre de 7 tonnes par an et par unité installée.
- > Créer 28 emplois fixes et plus de 7000 emplois temporaires par an et par unité installée.

Production de biométhane :

- > Remplacer 2 200 000 m³ de méthane fossile par an et par unité installée.
- > Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 7800 tonnes par an et par unité installée.

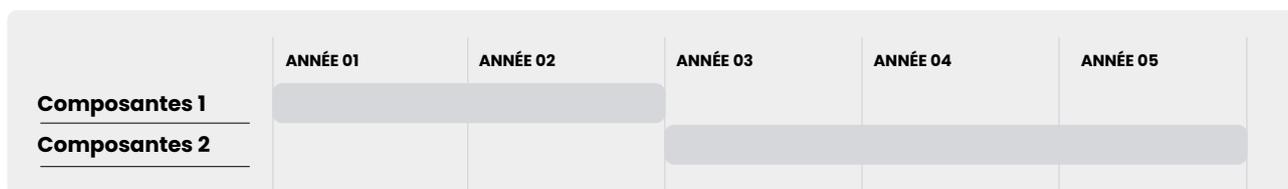


Composantes du Projet

1 Production de biodiesel à partir des graines d'hévéa

2 Production de biométhane à partir d'un mix de résidus agricoles

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

16 288 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Réduction des émissions de gaz à effet de serre et valorisation des sous-produits agricoles.

Effet :
Diminution des émissions de gaz à effet de serre et promotion de l'utilisation des biocarburants.

Produit :
Biocarburants produits à partir des sous-produits agricoles.

Actions :
Mise en œuvre de projets de valorisation des sous-produits agricoles en biocarburants.

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 39

Montage d'unités de contrôle environnemental des émissions des véhicules à Abidjan et dans les six (06) antennes du CIAPOL

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie (Transport)	Ministère chargé de l'Environnement (MINEDDTE)	Société Ivoirienne de Contrôles Techniques Automobiles et Industriels (SICTA)	Abidjan et dans les six (06) antennes du CIAPOL	1er janvier 2025 - 31 décembre 2027

Objectifs du Projet

Contexte :

Ce projet cible la pollution de l'air causée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur. Les gaz d'échappement des transports urbains contiennent notamment du monoxyde de carbone, du monoxyde et du dioxyde d'azote, et des particules fines riches en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) cancérigènes.

Problème à résoudre :

Pollution de l'air par les gaz d'échappement des véhicules à moteur, entraînant des risques pour la santé et l'environnement.

Objectif général :

Réduire la pollution de l'air causée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur dans le District d'Abidjan.

Objectifs spécifiques :

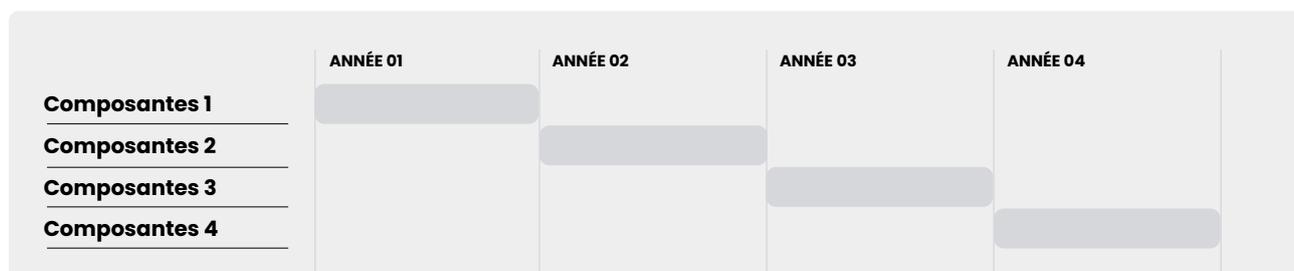
- > Réduire l'impact carbone de la circulation automobile dans le District d'Abidjan.
- > Réduire les risques de maladies respiratoires et cardio-vasculaires.



Composantes du Projet

- 1 Acquérir des appareils portatifs de mesure de la qualité des gaz.
- 2 Former des agents pour le contrôle de la qualité des gaz
- 3 Construire 9 postes de contrôle (garages) des émissions.
- 4 Contrôler les émissions des gaz d'échappement des véhicules à moteur par les pelotons mobiles.

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

7 200 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air.

Effet :
Diminution de la pollution de l'air et promotion de la santé publique.

Produit :
Unités de contrôle environnemental des émissions des véhicules opérationnelles.

Actions :
Mise en place et opérationnalisation des unités de contrôle.

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 40

IZY MOBILITY

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie (Transport, Environnement)	ENVIRO-PROTECT		Abidjan	2024 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

Le parc automobile à Abidjan est très vieillissant avec 75% des véhicules ayant entre 16 et 20 ans. Selon l'AMUGA, 16 900 000 déplacements sont effectués chaque jour dans le grand Abidjan et les mini bus « GBAKA » représentent 3 241 111 déplacements, soit 19,18%. Ces nombreux déplacements émettent un taux élevé de CO2 vu l'état des véhicules.

Problème à résoudre :

Réduire les émissions de CO2 dues aux déplacements quotidiens dans le grand Abidjan.

Objectif général :

Mettre en circulation des minibus « GBAKA » 100% électriques alimentés par des panneaux solaires avec ZERO émission de CO2.

Objectifs spécifiques :

- > Révolutionner le secteur du transport urbain avec la mise en circulation de 100 mini bus électriques.
- > Réduire les émissions de CO2 et améliorer la qualité de l'air à Abidjan.
- > Créer des emplois directs liés à l'opération des nouveaux minibus électriques.



Composantes du Projet

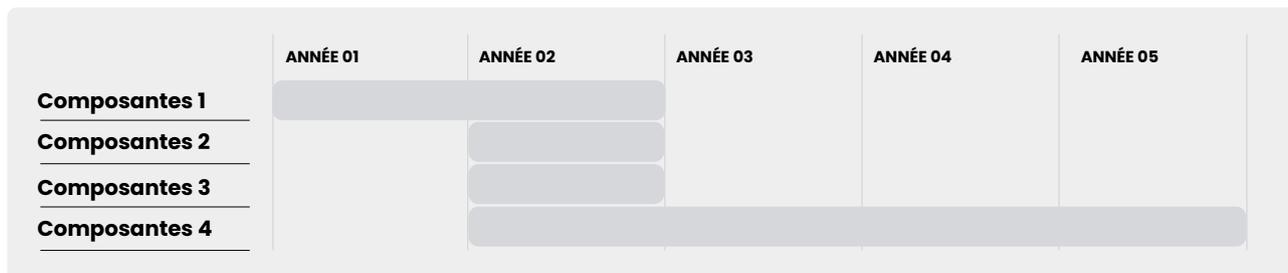
1 Importation des véhicules électriques

2 Acquisition des sites à Bonoua, Yopougon, Abobo, Bingerville.

3 Acquisition du système d'alimentation hybride

4 Aménagement des sites.

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

4 151 664 700 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air.

Effet :
Diminution de la pollution de l'air et promotion de la santé publique.

Produit :
Mise en circulation de minibus électriques écologiques.

Actions :
Importation et déploiement des minibus électriques.

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme**
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 41

Projet de mise en place d'une flotte de véhicule électrique dans le cadre du transport urbain à Abidjan avec installation de bornes de recharges attenantes

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Mobilité urbaine	TE CARS VIP		Abidjan, Côte d'Ivoire	2024 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

TE CARS VIP souhaite réduire son empreinte carbone en adoptant les véhicules électriques pour le transport urbain à Abidjan.

Problème à résoudre :

Pollution de l'environnement par les GES.

Objectif général :

Mettre en place une flotte de véhicules électriques avec bornes de recharge.

Objectifs spécifiques :

- > Réduire fortement l'impact environnemental des véhicules.
- > Maîtriser les coûts énergétiques associés à l'exploitation.



Composantes du Projet

- 1 Construction des bornes de recharge
- 2 Investissement dans les véhicules électriques
- 3 Investissement dans les pièces détachées
- 4 Investissement d'exploitation
- 5 Frais généraux

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

2 276 364 649 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Réduction significative de l'impact environnemental du transport urbain à Abidjan.

Effet :
Diminution des émissions de gaz à effet de serre et de la dépendance aux combustibles fossiles dans le secteur du transport.

Produit :
Mise en place d'une flotte de véhicules électriques opérationnelle avec bornes de recharge attenantes.

Actions :

- Acquérir et installer des bornes de recharge dans des emplacements stratégiques à Abidjan.
- Procéder à l'achat et à la conversion de véhicules à moteur électrique pour intégration dans la flotte de TE CARS VIP.
- Former le personnel et les chauffeurs sur l'utilisation des véhicules électriques et des infrastructures de recharge.
- Mettre en place un système de gestion et de maintenance des véhicules électriques.
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication pour sensibiliser les utilisateurs et les parties prenantes aux avantages des véhicules électriques.

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 42

Fabrication de briquettes de charbon vert compressées

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Énergie domestique propre	Ministère de l'Énergie et des Ressources Renouvelables	AKOSSI Michel Carbone Finance consultant expert DOC AUGOU Ovo Sandrine, Enseignante-Chercheure, Spécialiste en Géomatériaux et en valorisation des déchets Industriels	Nationale	A définir

Objectifs du Projet

Contexte :

Création d'énergie propre, protection des forêts, réduction des émissions de carbone.

Problème à résoudre :

Perte de la forêt dû à la fabrication de charbon

Objectif général :

Valorisation des biomasses et promotion de l'énergie domestique verte.

Objectifs spécifiques :

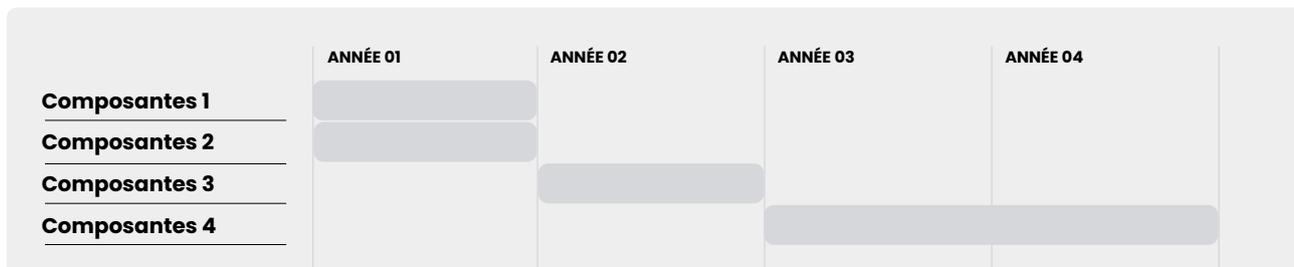
- > Création d'énergies domestiques favorisant la protection de l'environnement.
- > Fournir à la population une source d'énergie domestique verte.



Composantes du Projet

- 1 Cuiseurs ménagers adaptés à énergie solaire
- 2 Fours à poulet et viande braisés adaptés.
- 3 Source de chaleur pour poussins dans les fermes.
- 4 Barbecues adaptés pour la population

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

1 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Réduction de la dépendance aux combustibles fossiles et promotion de l'énergie domestique propre en Côte d'Ivoire.

Effet :
Diminution de la pression sur les ressources forestières grâce à l'utilisation de biomasse renouvelable pour la production d'énergie.

Produit :
Fabrication et distribution de briquettes de charbon vert compressées.

Actions :

- Développer et mettre en place des unités de production de briquettes de charbon vert.
- Acquérir et installer des équipements de fabrication adaptés.
- Former le personnel sur les techniques de production et de gestion environnementale.
- Élaborer des stratégies de sensibilisation pour promouvoir l'utilisation des briquettes de charbon vert.
- Évaluer périodiquement l'impact environnemental et social du projet.

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme



PROGRAMME NATIONAL DE TRANSITION AGROECOLOGIQUE/ COMPOSANTE FORESTERIE

651 668 125 000 FCFA
(1 303 336 250 USD)



No.	Intitulé du projet	Budget (CFA)	Budget (USD)	Type	Structure
1	Projet de préservation, de réhabilitation, d'extension et de gestion durable des forêts classées en Côte d'Ivoire (PRGDF)	300 000 000 000	600 000 000	Public	MINEF
2	KARIDJA. Restaurer la forêt classée du Haut-Sassandra, avec le soutien des communautés locales	76 200 000 000	152 400 000	Public	MINEF
3	Projet Grande Muraille Verte – Côte d'Ivoire (PGMV- CI)	43 000 000 000	86 000 000	Public	MINEF
4	1 village, 5 ha de Forêt	25 244 000 000	50 488 000	Public	MINEF
5	Une école 5 hectares de forêt – Phase II	15 336 125 000	30 672 250	Public	MINEF
	Montant du secteur Foresterie	651 668 125 000	1 303 336 250		

➤ FICHE PROJET 43

Projet de préservation, de réhabilitation, d'extension et de gestion durable des forêts classées en Côte d'Ivoire (PRGDF)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Foresterie	Ministère des Eaux et Forêts	Etat (Lieutenant – Colonel ANZAN Christianne)	Ensemble du pays	2025 –2029 (05 ans)

Objectifs du Projet

Contexte :

En 50 ans, le pays a perdu près de 90% de ses forêts naturelles. En 2017, le Gouvernement ivoirien adoptait la stratégie REDD+ et s'engageait à reconstituer son couvert forestier pour atteindre une couverture de 20% du territoire.

Problème à résoudre :

Perte de forêts.

Objectif général :

réhabilitation et extension des forêts.

Objectifs spécifiques :

- > (i) Améliorer la gouvernance du secteur forestier ;
- > (ii) Renforcer la protection, l'extension et la gestion durable des forêts classées ;
- > (iii) Restaurer les forêts du domaine rural.



Composantes du Projet

1

Gouvernance forestière

2

Renforcement des forêts classées

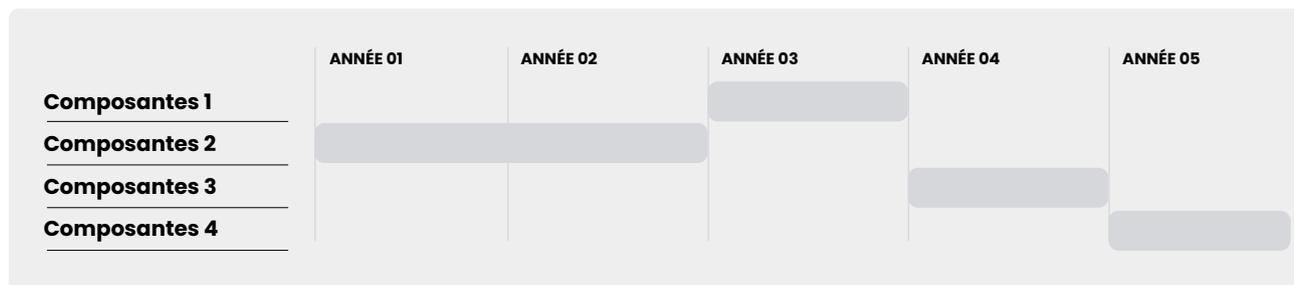
3

Restauration des forêts du domaine rural

4

Activités transversales et d'urgences

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

300 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :

Effet :

Produit :

Actions :

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité



1 - Mise en œuvre immédiate



2 - Utile à Court Terme



3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 44

KARIDJA. Restaurer la forêt classée du Haut-Sassandra, avec le soutien des communautés locales

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Reforestation	MINEF, aDryada et AGROMAP	AGROMAP Industriels du cacao (pour la zone tampon – 34 000 ha sur les 104 000 de la forêt classée) Nitidae, Insuco	Haut-Sassandra	2024 - 2042

Objectifs du Projet

Contexte :

Restaurer la forêt classée du Haut-Sassandra, gravement dégradée par la culture illégale de cacao.

Problème à résoudre :

Déforestation massive et perte de biodiversité due à l'exploitation illégale.

Objectif général :

Restaurer 70% de la forêt classée, tout en améliorant les conditions de vie des communautés locales.

Objectifs spécifiques :

- > Planter des arbres pour restaurer 70 000 hectares.
- > Améliorer les pratiques agricoles sur 30% des terres affectées

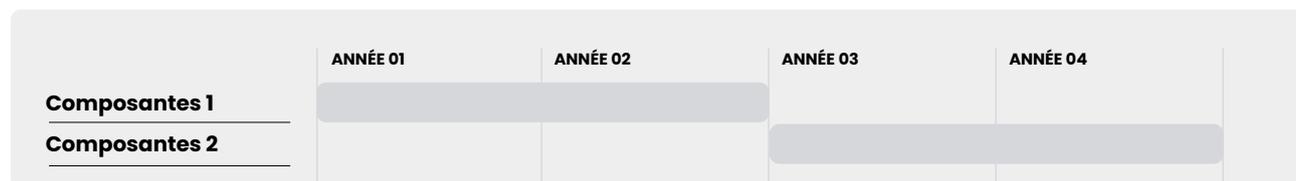


Composantes du Projet

1 Reforestation

2 Amélioration des pratiques agricoles

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

76 200 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :
Réduction de la déforestation et promotion d'une gestion durable des ressources naturelles en Côte d'Ivoire.

Effet :
Restauration de la biodiversité et amélioration des conditions de vie des communautés locales.

Produit :
Forêt restaurée et pratiques agricoles durables mises en place.

- Actions :**
1. Planter des arbres natifs et exotiques dans les zones dégradées.
 2. Former les communautés locales aux techniques de reforestation et d'agroécologie.
 3. Établir des partenariats avec le secteur privé pour soutenir financièrement et techniquement le projet.

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 45

Projet Grande Muraille Verte – Côte d'Ivoire (PGMV- CI)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Forets, Agroforesterie	Ministère des Eaux et Forêts	Etat (Directrice des Etudes de la Planification et de l'Evaluation du MINEF)	Les onze (11) régions du nord du pays situées au- dessus du 8ème parallèle : le Folon, le Kabadougou, le Poro, le Tchologo, la Bagoué, le Béré, le Bafing, le Worodougou, le Hambol, le Bounkani et le Gontougo.	2025 - 2029

Objectifs du Projet

Contexte :

Le nord de la Côte d'Ivoire est caractérisé par des saisons sèches très sévères, un sol fragile et une végétation dominée par la savane arborée. Les méthodes culturales inadaptées, les feux de brousse saisonniers et l'exploitation de bois énergie constituent les principales menaces qui militent en faveur de l'avancée du désert. Il s'agit donc de créer une barrière verte contre la désertification, les feux de brousse, la dégradation des terres, la perte de la biodiversité par la reforestation et apporter une solution aux problèmes d'approvisionnement en bois énergie des ménages.

Problème à résoudre :

Avancée du désert et l'impact néfaste du CC

Objectif général :

Contribuer à la lutte contre l'avancée du désert, le changement climatique et la pauvreté en milieu rural dans les régions du nord du pays situées au-dessus du 8ème parallèle.

Objectifs spécifiques :

- > (i) Renforcer les capacités des communautés des onze (11) régions du nord du pays en gestion durable des écosystèmes de savanes/forêts et des ressources communautaires en bois-énergie ;
- > (ii) Restaurer la couverture forestière des onze (11) régions du nord du pays par le reboisement communautaire agro forestier de 40.000 hectares ;
- > (iii) Mettre en œuvre la phase I du Projet Grande Muraille Verte – CI



Composantes du Projet

- 1 Renforcement des capacités des communautés des 11 régions du nord du pays
- 2 Restauration de la couverture forestière des 11 régions du nord de la Côte d'Ivoire
- 3 Contribution à la mise en œuvre de la phase 1 du projet Grande Muraille Verte

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

43 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique :

Effet :

Produit :

Actions :

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate**
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 46

1 village, 5 ha de Forêt.

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Reforestation, Reboisement	Ministère des Eaux et Forêts	Etat (Directrice des Etudes de la Planification et de l'Evaluation)	Tout le Territoire Ivoirien (les villages).	2024 - 2030

Objectifs du Projet

Contexte :

Face à la dégradation très avancée de la forêt ivoirienne qui appelle tous les citoyens à un sursaut national pour la reconstitution dudit patrimoine par le reboisement entre autres actions, le Projet « 1 village, 5 ha de forêt » veut amener chaque village du pays (8000 au total) à créer sa forêt communautaire, en vue de contribuer et marquer sa participation à ce devoir civique.

Problème à résoudre :

Dégradation des forêts.

Objectif général :

Contribuer à la restauration du couvert forestier du Pays en perdition

Objectifs spécifiques :

- > (i) Mettre à disposition de terre à vocation forestière le reboisement ;
- > (ii) Réaliser à terme 40 000 ha de reboisement dans le domaine rural ;
- > (iii) Lutter contre la pauvreté dans le milieu rural.



Composantes du Projet

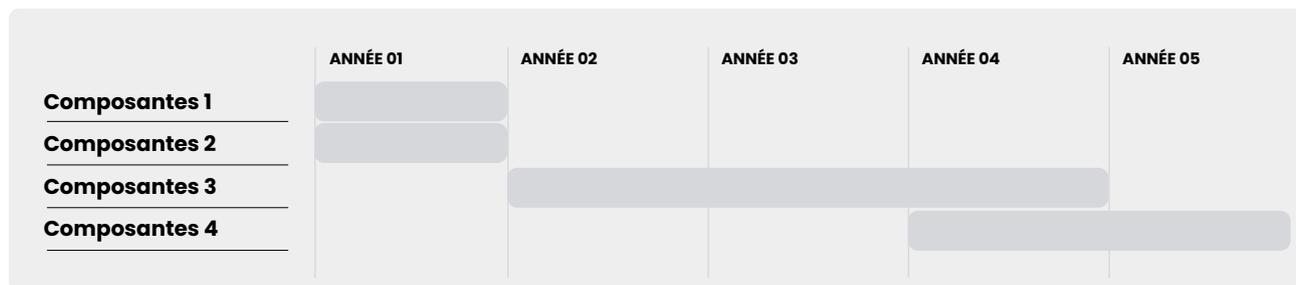
1 Sensibilisation des populations villageoises à l'adoption du Projet

2 Production de plants par les femmes et les jeunes

3 Création des parcelles de reboisement

4 Rémunération des travaux effectués par les populations.

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

25 244 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

- Résultat Stratégique :
- Effet :
- Produit :
- Actions :

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé**
- PPP**
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

1 - Mise en œuvre immédiate

2 - Utile à Court Terme

3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 47

Une école 5 hectares de forêt – Phase II

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Forêt et Education environnementale	Projet Une Ecole, 5 ha de Forêt	Etat (Colonel APATA Yavo Nicolas)	Tout le territoire National	5 années (2024-2028) 5 années (2029-2034)

Objectifs du Projet

Contexte :

Le projet vise à promouvoir le reboisement et l'éducation environnementale à travers les écoles à travers la Réduction de la Déforestation, l'Éducation et Sensibilisation, la Séquestration du Carbone, l'Amélioration des Conditions de Vie et le Renforcement des Capacités Locales.

Problème à résoudre :

Dégradation de la couverture forestière.

Objectif général :

Promouvoir le reboisement en milieu scolaire et encourager le développement durable tout en améliorant les conditions de vie des communautés locales pour répondre aux besoins éducatifs, matériels, financiers et humanitaires.

Objectifs spécifiques :

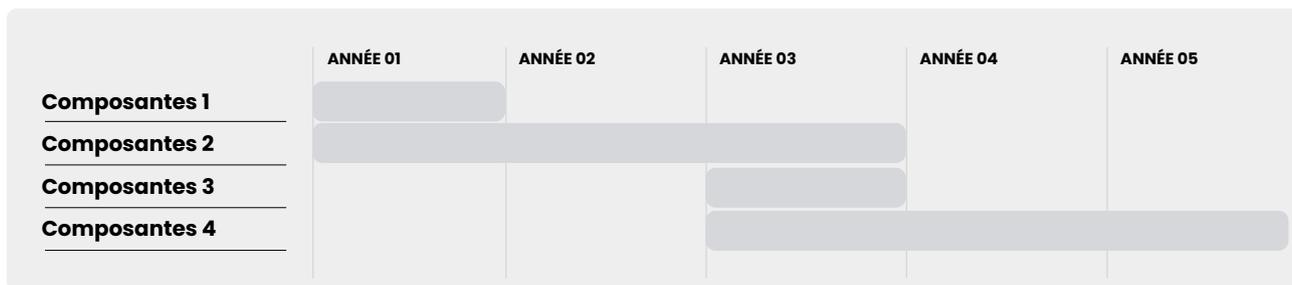
- > (i) Reconstituer 10 000 hectares de forêts en 5 ans à travers 2000 établissements scolaires ;
- > (ii) Sensibiliser et éduquer 200 000 élèves sur l'écocitoyenneté et la gestion durable des ressources naturelles ;
- > (iii) Améliorer les conditions de vie des élèves, des enseignants et des parents par le biais des activités agroforestières et des crédits carbone et
- > (iv) Générer environ 42 110 emplois directs et indirects.



Composantes du Projet

- 1** Création de 10 000 Ha de Forêts
- 2** Activités Pédagogiques et Éducatives
- 3** Activités Génératrices de Revenus
- 4** Appui Institutionnel, Communication et Mobilisation Sociale

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

15 336 125 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

- Résultat Stratégique :**
- Effet :**
- Produit :**
- Actions :**

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme



PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES EN EAUX

4 426 266 386 500 FCFA
(8 852 532 773 USD)



No.	Intitulé du projet	Budget (CFA)	Budget (USD)	Type	Structure
1	Projet intégré de création d'un port lagunaire écologique et d'un green smart city en Côte d'Ivoire dans la région des Grands Ponts (PI-CPLE-GSC)	3 700 000 000 000	7 400 000 000	Privé	GIE Royal Golf
2	Programme structurant d'hydraulique urbaine et rurale orienté prévention des risques à Bouaké (intégrant LOKA KAN GONFREVILLE)	500 000 000 000	1 000 000 000	Public	MINEF
3	Gestion intégrée de la ressource autour de la lagune d'AGHIEN	200 000 000 000	400 000 000	Public	MINEF
4	Projet de gestion intégrée des zones côtières dans un contexte de changement climatique	25 000 000 000	50 000 000	Public	MINEDDTE
5	Projet de gestion des risques d'inondations et de renforcement de la résilience par l'usage de l'information, des services climatiques et des solutions basées sur la nature dans la région de la Marahoué, en Côte d'Ivoire	1 266 386 500	2 532 773	Public	MINEDDTE
	Montant du secteur Ressource en eau	4 426 266 386 500	8 852 532 773		

➤ FICHE PROJET 48

Projet intégré de création d'un port lagunaire écologique et d'un green smart city en Côte d'Ivoire dans la région des Grands Ponts (PI-CPLE-GSC)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Portuaire, Immobilier et Environnement	Ministère	District Autonome des Lagunes Secteur privé	Région des Grands Ponts	2024 – 2033

Objectifs du Projet

Contexte :

A l'instar des grandes métropoles du monde, la ville d'Abidjan est confrontée à d'énormes défis d'urbanisation et de pollution environnementale. Son port, en constante croissance avec en 2021 plus de 28 millions de tonnes de marchandises tous types confondus, connaît un réel problème d'engorgement dont les impacts négatifs sur l'activité économique sont visibles tant au plan national qu'au niveau des pays de l'hinterland que sont le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Ce projet intégré, structurant et durable de création du port lagunaire écologique et d'une ville nouvelle verte et intelligente, dans la région des Grands Ponts précisément à Dabou, vient donc pour soutenir les activités du port d'Abidjan et être pour celui-ci une infrastructure complémentaire pour son extension territoriale et économique en vue d'aider à résoudre le problème épineux et récurrent d'engorgement d'une part et, participer aussi à la résolution des effets d'urbanisation grandissante du Grand Abidjan tels que l'insuffisance de logement, l'insalubrité et la pollution d'autre part.

Problème à résoudre :

Lutter contre les émissions des gaz à effet de serre

Objectif général :

Participer à l'amélioration des conditions de vie des populations du Grand Abidjan et à la compétitivité du port d'Abidjan

Objectifs spécifiques :

- > Bâtir une ville nouvelle, verte et intelligente à Dabou ;
- > (ii) Créer un port lagunaire écologique et sa zone franche industrielle à Dabou ;
- > (iii) Fournir de l'électricité à la ville nouvelle et la zone industrialo-portuaire de Dabou par les énergies renouvelables issues du solaire et de la transformation des déchets générés par cette ville et sa zone portuaire



Composantes du Projet

1 Création du port lagunaire et de sa zone franche industrielle

2 Création de la ville nouvelle écologique

3 Production d'énergie renouvelable

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

3 700 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

Référence PND

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate** | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 49

Programme structurant d'hydraulique urbaine et rurale orienté prévention des risques à Bouaké (intégrant LOKA KAN GONFREVILLE)

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Ressource en eau	Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)	Etat: Secteur privé:	Agglomération de Bouaké et ouvrages de Kan, Loka, Gonfreville	2024-2034

Objectifs du Projet

Contexte :

Bouaké, la deuxième ville de Côte d'Ivoire, est confrontée à d'importants problèmes d'eau, exacerbés par une urbanisation rapide et l'expansion de l'agriculture et activité économique. Le barrage du lac Loka a le potentiel d'être la clé de voûte de la stratégie de gestion des ressources en eau de la région, promettant d'apporter des bénéfices dans de multiples secteurs, y compris les systèmes domestiques, agricoles, économiques et écologiques. Cette note conceptuelle présente une approche stratégique pour exploiter les ressources du barrage de manière efficace, durable et équitable.

Problème à résoudre :

déficit en eau et de dégradation de sa qualité

Objectif général :

Etablir un cadre global de gestion de l'eau qui équilibre les demandes urbaines et les besoins agricoles tout en préservant l'écosystème.

Objectifs spécifiques :

- > (i) Assurer un approvisionnement en eau fiable et propre pour la population urbaine de Bouaké ;
- > (ii) Optimiser l'utilisation de l'eau pour la productivité agricole / économique ;
- > (iii) Intégrer la gestion communautaire des ressources en eau ;
- > (iv) Renforcer la résilience à la variabilité et au CC



Composantes du Projet

- 1 Etudes préalables
- 2 Gouvernance, réglementation, planification, financement
- 3 Renforcement des capacités et engagement communautaire
- 4 Développement de l'infrastructure de l'eau en milieu urbain et rural
- 5 Gestion de l'approvisionnement en eau en milieu urbain et rural
- 6 Prévention et gestion des risques
- 7 Préservation des écosystèmes

Chronogramme Indicatif d'exécution

	ANNÉE 01	ANNÉE 02	ANNÉE 03	ANNÉE 04	ANNÉE 05	ANNÉE 06	ANNÉE 07	ANNÉE 08	ANNÉE 09	ANNÉE 10
Composantes 1	■									
Composantes 2		■								
Composantes 3		■								
Composantes 4		■								■
Composantes 5	■									
Composantes 6	■									
Composantes 7		■								

Budget estimatif

500 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 50

Gestion intégrée de la ressource autour de la lagune d'AGHIEN

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Ressource en eau	Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)	Etat: Secteur privé:	Lagune d'Aghien et populations associées (District d'Abidjan)	2024-2034

Objectifs du Projet

Contexte :

Mégapole composée de dix communes avec plus de 6 millions d'habitants, le district d'Abidjan rencontre d'énormes difficultés d'accès à l'eau potable du fait de la baisse de la nappe d'Abidjan tributaire de la croissance démographique, du déficit pluviométrique récent et de l'imperméabilisation des sols associés à l'urbanisation. Des signes tangibles de pollutions chimiques et biologiques apparaissent également.

Problème à résoudre :

déficit en eau et de dégradation de sa qualité

Objectif général :

le projet vise à préserver la lagune Aghien dans le cadre d'une gestion intégrée en vue de son exploitation en eau potable et de la protection de son écosystème.

Objectifs spécifiques :

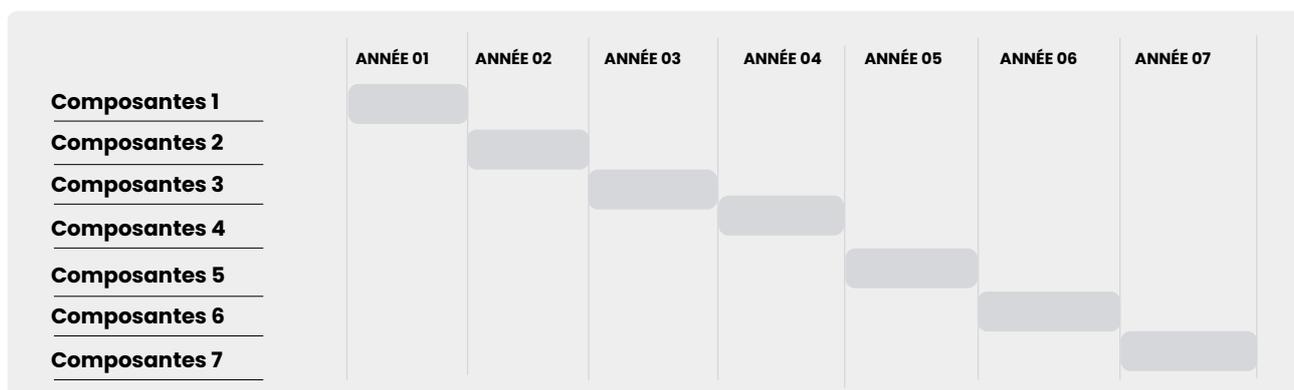
- > (i) Gérer de manière intégrée la ressource en eau ;
- > (ii) renforcer la protection de la lagune d'Aghien



Composantes du Projet

- 1 Etudes préalables
- 2 Gouvernance, réglementation, planification, financement
- 3 Renforcement des capacités et engagement communautaire
- 4 Gestion, mobilisation et optimisation de l'approvisionnement et des usages
- 5 Amélioration et développement des infrastructures
- 6 Prévention et gestion des risques
- 7 Préservation des écosystèmes

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

200 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 51

Projet de gestion intégrée des zones côtières dans un contexte de changement climatique

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Zone côtière	Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique (MINEDDTE)	Etat Secteur privé	Assinie-Assouindé, Grand-Bassam, Port-Bouët, Grand- Lahou et San-Pédro	2024-2034

Objectifs du Projet

Contexte :

Les zones côtières accueillent près de 80% des activités économiques du pays. Ces zones présentent de fortes vulnérabilités à l'élévation du niveau de la mer (et l'érosion côtière induite) et à l'augmentation de la variabilité et de la fréquence des événements météorologiques maritimes extrêmes engendrés par le changement climatique. Ces zones présentent également des risques anthropiques majeurs dont l'urbanisation incontrôlée qui aggravent la sensibilité au changement climatique.

Problème à résoudre :

élévation du niveau de la mer (et l'érosion côtière induite) et à l'augmentation de la variabilité et de la fréquence des événements météorologiques maritimes extrêmes engendrés par le changement climatique

Objectif général :

Le projet a pour objectif de définir et mettre en œuvre un programme de gestion intégrée des zones côtières

Objectifs spécifiques :

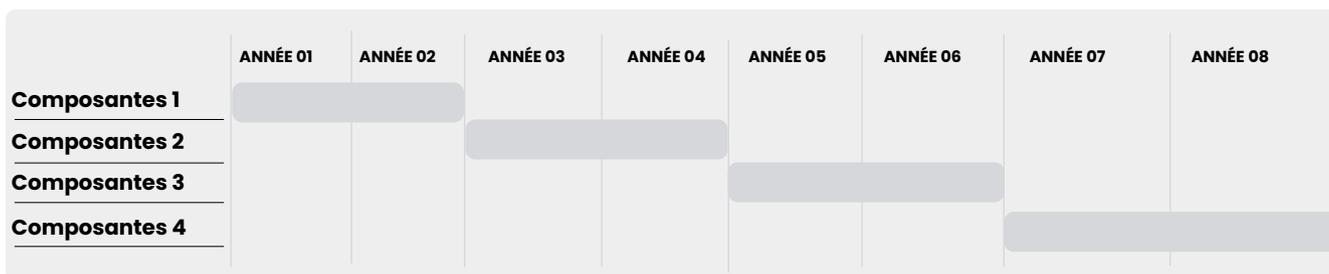
- > (i) améliorer la gouvernance de la zone côtière et ses sources de financement pour les investissements;
- > (ii) créer cinq (05) aires marines pour la conservation de la biodiversité le long du littoral ;
- > (iii) stabiliser les embouchures et passes ;
- > (iv) reboiser les mangroves et restaurer les tourbières ;
- > (v) réguler les systèmes hydrologiques des cours d'eau ;
- > (vi) améliorer les opportunités économiques et les échanges commerciaux pour les communautés ;
- > (vii) augmenter les productions agricoles et halieutiques



Composantes du Projet

- 1** Renforcement institutionnel et gouvernance de l'adaptation en zone Côtière
- 2** Renforcement et construction des infrastructures de protection des Zones côtières (via WACCA)
- 3** Gestion environnementale et restauration des écosystèmes côtiers
- 4** Dynamisation socio-économique et soutien à la résilience des Communautés côtières

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

25 000 000 000 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

Référence PND

Mode de Financement du Projet

- Identification**
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements**
- Marché signé**
- Mise en œuvre

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement**
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur**

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate**
- 2 - Utile à Court Terme
- 3 - Utile à Moyen Terme

➤ FICHE PROJET 52

Projet de gestion des risques d'inondations et de renforcement de la résilience par l'usage de l'information, des services climatiques et des solutions basées sur la nature dans la région de la Marahoué, en Côte d'Ivoire

Secteur / Domaine	Instances de Mise en Œuvre	Parties Prenantes du Projet	Zone d'exécution	Date de début et de fin du Projet
Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) – Réduction des Risques de Catastrophes (RRC)	Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)	Etat: Secteur privé:	Région de la Marahoué (Bouaflé – Zuénoula)	2024-2029

Objectifs du Projet

Contexte :

La région de la Marahoué est très vulnérable aux changements climatiques et les impacts hydrologiques dans cette région sont à la base de récurrentes inondations. Face à la recrudescence des inondations fluviales dans la région, la seule stratégie d'adaptation développée par les populations dans les zones à risque est la migration temporaire.

Problème à résoudre :

recrudescence des inondations

Objectif général :

Contribuer à la réduction des risques différenciés liés aux inondations et au renforcement de la résilience des femmes/filles et des hommes/garçons de la région de la Marahoué.

Objectifs spécifiques :

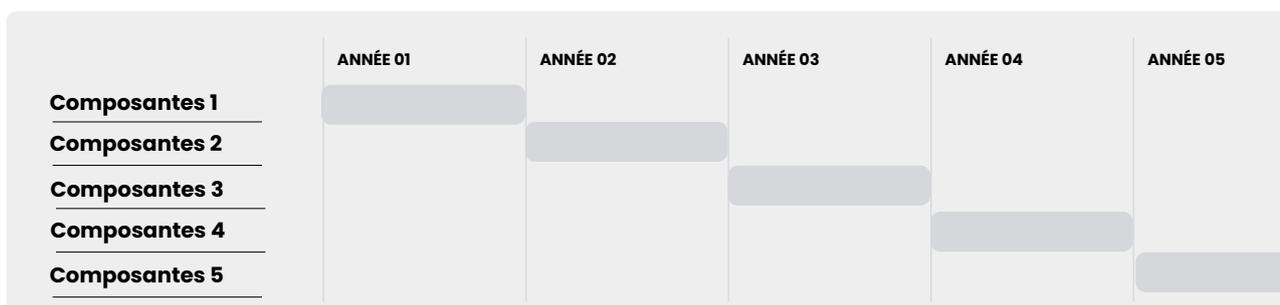
- > (i) améliorer la connaissance des risques d'inondation différenciés dans le bassin versant de la Marahoué ;
- > (ii) renforcer la gouvernance locale inclusive et les institutions ;
- > (iii) développer des mesures de réduction des risques d'inondation intégrées, sensibles au genre ;
- > (iv) développer des systèmes d'alerte précoce et d'aide à la prise de décision



Composantes du Projet

- 1 Connaissance du risque d'inondation
- 2 Gouvernance locale inclusive et les institutions du risque d'inondation
- 3 Résilience des communautés locales
- 4 Prévention et préparation aux inondations
- 5 Gestion – Evaluation et Suivi du projet

Chronogramme Indicatif d'exécution



Budget estimatif

1 266 386 500 FCFA

Etat de Préparation/ Exécution du Projet

- Identification
- Evaluation Préliminaire
- Avant-projet détaillé
- Mobilisation des financements
- Marché signé
- Mise en œuvre

Référence PND

Résultat Stratégique ;
Effet ; Produit ; Actions

Mode de Financement du Projet

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Etat de Mobilisation des Financements

Financement Acquis

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Financement à Rechercher

- Gouvernement
- Privé
- PPP
- Bailleur Extérieur

Niveau de Priorité

- 1 - Mise en œuvre immédiate | 2 - Utile à Court Terme | 3 - Utile à Moyen Terme



PROGRAMME DE GESTION DES RESSOURCES EN EAUX





Téléchargez la liste complète de nos notes conceptuelles, ainsi que celle de l'ensemble de nos idées de projets à mettre en oeuvre.

134 NOTES CONCEPTUELLES

Veillez scanner ce
code pour télécharger
la liste des notes
conceptuelles





128 IDEES DE PROJETS

Veuillez scanner
ce code pour
télécharger la liste
des idées de projets



PORTEFEUILLE NATIONAL DES PROJETS

DONNÉES À
NOVEMBRE
2024



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

DIRECTION DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE ET DE LA
MOBILISATION DE FINANCEMENTS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

PORTEFEUILLE NATIONAL DES PROJETS

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

Contacts:

+225 27 20 23 99 00

+225 27 20 23 99 03

tableronde@environnement.gouv.ci